

EVIDENCE

OTTAWA, Tuesday, February 7, 2023

The Standing Senate Committee on Fisheries and Oceans met with videoconference this day at 6:39 p.m. [ET] to study the federal government's current and evolving policy framework for managing Canada's fisheries and oceans including maritime safety.

Senator Fabian Manning (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: Honourable senators, good evening, my name is Fabian Manning. I am a senator from Newfoundland and Labrador, and I have the pleasure of chairing this evening's meeting. Today, we are conducting a meeting of the Standing Senate Committee on Fisheries and Oceans.

Should any technical challenges arise, particularly in relation to interpretation, please signal this to the chair or to the clerk, and we will work to resolve your issue.

I would like to take a few minutes and ask the members of the committee who have joined us here this evening to introduce themselves.

Senator Busson: My name is Beverley Busson, and I'm a senator from British Columbia.

Senator M. Deacon: Good evening, Marty Deacon, senator from Ontario.

Senator Francis: Brian Francis from P.E.I.

Senator Quinn: Jim Quinn, New Brunswick.

The Chair: Thank you, senators.

On February 10, 2022, the Standing Senate Committee on Fisheries and Oceans was authorized to examine and report on issues relating to the federal government's current and evolving policy framework for managing Canada's fisheries and oceans. Today, under this mandate, the committee will be hearing from representatives from the Canadian Independent Fish Harvesters' Federation. Melanie Sonnenberg, president, is joining us via video conference; and Carl Allen, the treasurer, is with us here in the meeting room. On behalf of the members of the committee, I thank you for being here today and taking the time to join us. I understand that both of our witnesses have some opening remarks.

I will allow them to go forward now. Following their presentations, members of the committee will have some questions for you.

Ms. Sonnenberg, would you like to begin, please?

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le mardi 7 février 2023

Le Comité sénatorial permanent des pêches et des océans se réunit aujourd'hui, à 18 h 39 (HE), avec vidéoconférence, pour étudier les questions relatives au cadre stratégique actuel et en évolution du gouvernement fédéral pour la gestion des pêches et des océans du Canada, incluant la sécurité maritime.

Le sénateur Fabian Manning (*président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

Le président : Honorables sénateurs, bonsoir. Je m'appelle Fabian Manning. Je suis un sénateur de Terre-Neuve-et-Labrador, et j'ai le plaisir de présider la réunion de ce soir. Aujourd'hui, nous tenons une réunion du Comité sénatorial permanent des pêches et des océans.

En cas de difficultés techniques, particulièrement en ce qui concerne l'interprétation, veuillez en informer le président ou la greffière, et nous nous efforcerons de régler le problème.

J'aimerais prendre quelques minutes pour demander aux membres du comité qui se sont joints à nous ce soir de se présenter.

La sénatrice Busson : Je m'appelle Beverley Busson, et je suis une sénatrice de la Colombie-Britannique.

La sénatrice M. Deacon : Bonsoir, Marty Deacon, sénatrice de l'Ontario.

Le sénateur Francis : Brian Francis, de l'Île-du-Prince-Édouard.

Le sénateur Quinn : Jim Quinn, du Nouveau-Brunswick.

Le président : Merci, honorables sénateurs.

Le 10 février 2022, le Comité sénatorial permanent des pêches et des océans a été autorisé à examiner, afin d'en faire rapport, les questions relatives au cadre stratégique actuel et en évolution du gouvernement fédéral pour la gestion des pêches et des océans du Canada. Aujourd'hui, dans le cadre de ce mandat, le comité entendra le témoignage de représentants de la Fédération des pêcheurs indépendants du Canada. Melanie Sonnenberg, présidente, se joint à nous par vidéoconférence; et Carl Allen, trésorier, est ici avec nous dans la salle de réunion. Au nom des membres du comité, je vous remercie d'être ici aujourd'hui et de prendre le temps de vous joindre à nous. Je crois savoir que nos témoins ont tous les deux une déclaration préliminaire à faire.

Je vais maintenant leur permettre de procéder. Après vos exposés, les membres du comité auront des questions à vous poser.

Madame Sonnenberg, voulez-vous commencer, s'il vous plaît?

Melanie Sonnenberg, President, Canadian Independent Fish Harvesters' Federation: Good evening to everyone. On behalf of our members from across the country, we want to thank you for the opportunity to address the honourable members today.

The Canadian Independent Fish Harvesters' Federation, or "The Federation," is comprised of 34 member organizations representing more than 14,000 independent owner-operator enterprises that harvest most of Canada's lobster, crab, wild salmon, shrimp and groundfish. With 43,000 crew workers across Canada, independent owner-operator fleets make us the single largest private employer in most Canadian coastal communities. Combined, our harvesters spend more than 20 million hours on the water per year. Together, we produce over 5 billion meals and over \$3 billion in landed value, generating over \$7 billion through the value chain.

Canada's fisheries bring great value to our coastal communities, and this extends far beyond solely their economic value. Fisheries connect us to our ocean and define the economic, social and cultural fabric of our Canadian coastal communities. To add to this, local fisheries feed millions of Canadians, protecting our collective food security. COVID-19 served as a reminder of the importance of protecting our domestic food supply.

As the stewards of Canada's coastal communities, our members have profound concerns about the erosion of owner-operator. Thanks to your support in June 2019, the federal government enacted legislation to protect and promote local, independent ownership and operation of the fishery. Both the legislation and the new regulations that followed promised to protect the 14,000 independent owner-operators represented in Canada's inshore fishery.

Unfortunately, the legislation is not being effectively enforced, which is threatening the survival of the very coastal communities and operators it sought to protect. We are calling on decision makers to act on legislation and regulations that exist.

Today, we will share two examples of where erosion of local, independent ownership and operation of the fishery is playing out in our coastal communities. We will also recommend solutions to each one.

First, there is a stark lack of enforcement of the regulations for fishing enterprises. Even with regulations passed in 2021, which give owner-operator and fleet separation policies the full power of the law, enforcement of these regulations has been almost non-existent. When licences are taken from harvester hands and put into corporate investor or foreign ownership, their associated

Melanie Sonnenberg, présidente, Fédération des pêcheurs indépendants du Canada : Bonsoir à tous. Au nom de nos membres de partout au pays, je tiens à vous remercier de m'avoir donné l'occasion de m'adresser à vous aujourd'hui.

La Fédération des pêcheurs indépendants du Canada, la « fédération », est composée de 34 organisations membres représentant plus de 14 000 propriétaires-exploitants indépendants qui récoltent la majeure partie du homard, du crabe, du saumon sauvage, de la crevette et du poisson de fond pêchés au Canada. Les flottilles de propriétaires-exploitants indépendants, qui comptent 43 000 membres d'équipage au Canada, font de nous le plus important employeur privé dans la plupart des collectivités côtières canadiennes. Collectivement, nos pêcheurs passent plus de 20 millions d'heures sur l'eau chaque année. Collectivement, nous produisons plus de 5 milliards de repas et une valeur au débarquement de plus de 3 milliards de dollars, générant plus de 7 milliards de dollars dans la chaîne de valeur.

Les pêches du Canada offrent une grande valeur à nos collectivités côtières, bien au-delà de leur seule valeur économique. Elles sont notre lien avec l'océan et le tissu économique, social et culturel des collectivités côtières du pays. De plus, nos pêches nourrissent des millions de Canadiens et assurent notre sécurité alimentaire collective. La COVID-19 nous a rappelé l'importance de protéger l'approvisionnement alimentaire du pays.

En tant qu'intendants des collectivités côtières du Canada, nos membres sont profondément préoccupés par l'érosion du modèle des propriétaires-exploitants. Grâce à votre appui en juin 2019, le gouvernement fédéral a adopté une loi visant à protéger et à promouvoir la propriété et l'exploitation locales et indépendantes de la pêche. Tant la loi que le nouveau règlement qui a suivi promettaient de protéger les 14 000 propriétaires-exploitants indépendants représentés dans la pêche côtière canadienne.

Malheureusement, la loi n'est pas appliquée efficacement, ce qui menace la survie des collectivités côtières et des exploitants qu'elle vise précisément à protéger. Nous demandons aux décideurs d'appliquer la loi et le règlement existants.

Aujourd'hui, nous vous donnerons deux exemples d'érosion de la propriété et de l'exploitation locales et indépendantes de la pêche dans nos collectivités côtières. Nous vous recommanderons également une solution aux deux problèmes.

D'abord, il y a une lacune criante relativement à l'application du règlement aux entreprises de pêche. En 2021, le gouvernement a adopté le règlement qui donne force de loi aux politiques du pêcheur-propriétaire et de la séparation de la flottille, mais l'application de ce règlement est presque inexistante. Lorsque les permis sont enlevés aux pêcheurs et

economic benefits no longer flow into our coastal communities, which was a key underpinning of the legislation.

Enforcement is imperative for the survival of these enterprises and, by extension, the coastal communities in our country.

As a solution to this, we recommend allocating sufficient resources to investigate and prosecute violators of the Atlantic fisheries owner-operator regulations. Licences being abused should be immediately revoked or cancelled. We look at Alaska, where those caught abusing licences face jail time, as an example of a successful enforcement approach. In the Pacific, we strongly recommend establishing an independent commission to develop regulations similar to Atlantic Canada as outlined in recommendation 15 of the 2019 FOPO shared benefits report.

I will turn this over to my colleague, Carl.

Carl Allen, Treasurer, Canadian Independent Fish Harvesters' Federation: Melanie and I like to run as a tag team, but I'm going to take just a second to repeat her opening line and thank the chair and members of the committee for having us here tonight. It is definitely appreciated.

The second way you can observe the erosion of owner-operator in our coastal communities is the increasing foreign ownership and corporate concentration of the fishery. In the absence of regulation enforcement, corporate and foreign interests are eating away at the resources of Canada's coastal communities.

Our public resources are at risk of being swallowed up by these corporations, who are driven by one thing: securing our wild fisheries production for their own profit. We have several examples of this should you be interested in hearing more. The loss of independent local ownership and operation of the fishery has the following consequences: It takes monies out of the local communities, increases the price for Canadian consumers in an already difficult economic climate, puts at risk our collective food security, allows foreign entities to make or influence decisions about our Canadian resources and allows resources to be exported without any local connection or value added.

Take for example Royal Greenland. Royal Greenland is a fishing company wholly owned by the Government of Greenland, that is, Denmark. They have been acquiring subsidiaries from the coast of Greenland, Europe, Chile, Nova

donnés à des sociétés ou à des intérêts étrangers, les avantages économiques qui en découlent ne profitent plus à nos collectivités côtières, ce qui était un élément clé de la loi.

L'application est essentielle à la survie de ces entreprises et, par extension, des collectivités côtières de notre pays.

Comme solution à ce problème, nous recommandons d'allouer suffisamment de ressources pour mener des enquêtes et poursuivre les contrevenants au règlement visant les propriétaires-exploitants des pêches de l'Atlantique. Les permis utilisés de façon abusive devraient être immédiatement révoqués ou annulés. Prenons l'exemple de l'Alaska, où les personnes arrêtées pour avoir fait une utilisation abusive de leur permis sont passibles d'une peine d'emprisonnement. C'est un exemple d'approche efficace en matière d'application de la loi. Dans la région du Pacifique, nous recommandons fortement la création d'une commission indépendante chargée d'élaborer un règlement semblable à celui du Canada atlantique, comme il est indiqué dans la recommandation 15 du rapport de 2019 du Comité des pêches et des océans sur le partage des risques et des retombées.

Je vais céder la parole à mon collègue, M. Allen.

Carl Allen, trésorier, Fédération des pêcheurs indépendants du Canada : Mme Sonnenberg et moi aimons nous relayer rapidement, mais je vais prendre un instant pour répéter sa phrase d'ouverture et remercier le président et les membres du comité de nous avoir invités ici ce soir. C'est certainement apprécié.

La deuxième chose qui témoigne de l'érosion du modèle des propriétaires-exploitants dans nos collectivités côtières, c'est l'essor de la propriété étrangère et la concentration des entreprises de pêche. En l'absence d'application de la réglementation, les sociétés et les intérêts étrangers grugent les ressources des collectivités côtières du Canada.

Nos ressources publiques risquent d'être englouties par ces sociétés, qui sont motivées par une seule chose, mettre la main sur notre production de poisson sauvage pour en tirer profit. Nous avons plusieurs exemples de cela si vous souhaitez en savoir plus. La perte de propriété et d'exploitation locales indépendantes de la pêche a les conséquences suivantes : elle enlève de l'argent aux collectivités locales, fait augmenter les prix pour les consommateurs canadiens dans un contexte économique déjà difficile, met en péril notre sécurité alimentaire collective, permet à des entités étrangères de prendre ou d'influencer des décisions concernant les ressources canadiennes et permet l'exportation de ressources sans aucun lien local et sans aucune valeur ajoutée.

Prenons l'exemple de Royal Greenland. Royal Greenland est une entreprise de pêche qui appartient entièrement au gouvernement du Groenland, c'est-à-dire au Danemark. Elle a acquis des filiales sur la côte du Groenland, en Europe, au Chili,

Scotia, Quebec and Newfoundland and Labrador to control the supply chain in the North Atlantic.

Royal Greenland acquired all shares in the Nova Scotia firm A&L Seafoods in 2016, and it purchased sole ownership of Quin-Sea Fisheries, one of the largest processing companies in Newfoundland. This sale included five processing plants that, I would add, have some controlling agreements with harvesters.

In a period of three years in Newfoundland alone, Royal Greenland went from having no presence in Newfoundland and Labrador to being the lead operator in nine processing plants. They are now the largest processor in the province. Not only is Royal Greenland swallowing up local processors and producers, but their shareholders are also reaping the benefits from our fisheries, leaving only a fraction of the food supply and economic value for Canadians.

In response to this, we are calling on the government to declare Canada's fisheries resources a strategic food asset as has recently been done with critical minerals. We recommend strengthening the Investment Canada Act criteria for corporate and foreign investment in the fisheries sector. In the interim, we recommend the federal government freeze license transfers to any entity other than independent harvesters. We support a competitive market environment and respect international trade obligations, but we must take decisive action to prevent long-lasting, irreversible damage to a resource that connects us to our oceans and defines the economic, social, and cultural fabric of our country's coastal communities.

In closing, we thank the committee for its attention to owner-operator. Both the legislation and the regulations that followed are essential to maintaining a highly productive and economically dynamic fishing industry in Canada. Unfortunately, when not effectively enforced, the survival of the very communities it sought to protect is threatened.

We look forward to answering any questions you may have. Thank you.

The Chair: Thank you to both of our witnesses, and certainly there is some food for thought in your opening remarks.

Senator Francis: This is for either or both witnesses.

Fisheries and Oceans Canada only issues commercial fishing licences to Canadians or to Canadian Indigenous groups or communities. However, controlling agreements can involve

en Nouvelle-Écosse, au Québec et à Terre-Neuve-et-Labrador pour contrôler la chaîne d'approvisionnement dans l'Atlantique Nord.

Royal Greenland a acquis toutes les actions de la société néo-écossaise A&L Seafoods en 2016 ainsi que la propriété exclusive de Quin-Sea Fisheries, l'une des plus grandes entreprises de transformation de Terre-Neuve. Cette vente incluait cinq usines de transformation, dont j'ajouterais qu'elles ont des ententes de contrôle avec des pêcheurs.

En l'espace de trois ans, à Terre-Neuve seulement, Royal Greenland, qui n'avait auparavant aucune présence à Terre-Neuve-et-Labrador, est devenue le principal exploitant de neuf usines de transformation. Il s'agit maintenant du plus gros transformateur de la province. Non seulement Royal Greenland avale les transformateurs et les producteurs locaux, mais ses actionnaires récoltent aussi les profits de nos pêches, ne laissant qu'une fraction de l'approvisionnement alimentaire et de la valeur économique aux Canadiens.

En réaction à cela, nous demandons au gouvernement de déclarer que les ressources halieutiques du Canada sont un actif alimentaire stratégique, comme cela a été fait récemment pour les minéraux critiques. Nous recommandons de renforcer les critères de la Loi sur Investissement Canada pour les investissements des sociétés et les investissements étrangers dans le secteur des pêches. Dans l'intervalle, nous recommandons au gouvernement fédéral de geler les transferts de permis à toute entité autre que les pêcheurs indépendants. Nous sommes favorables aux marchés concurrentiels et respectons les obligations commerciales internationales, mais nous devons prendre des mesures décisives pour prévenir les dommages durables et irréversibles à une ressource qui est notre lien avec l'océan et qui est le tissu économique, social et culturel des collectivités côtières de notre pays.

En terminant, nous remercions le comité de l'attention qu'il porte aux propriétaires-exploitants. La loi et le règlement qui en ont découlé sont essentiels au maintien d'une industrie de la pêche hautement productive et dynamique sur le plan économique au Canada. Malheureusement, lorsqu'ils ne sont pas appliqués efficacement, la survie des collectivités qu'ils visent précisément à protéger est menacée.

Nous serons heureux de répondre à toute question de votre part. Merci.

Le président : Merci à nos deux témoins. Chose certaine, vos déclarations préliminaires nourriront nos réflexions.

Le sénateur Francis : Ma question s'adresse à l'un ou l'autre des témoins, ou aux deux.

Pêches et Océans Canada ne délivre des permis de pêche commerciale qu'aux Canadiens ou aux groupes ou collectivités autochtones du Canada. Cependant, des entreprises étrangères

foreign-owned companies, placing the benefits of the Canadian fishing activities in the hands of non-Canadians.

Please explain how controlling agreements are harmful to Canada's inshore fishery, small business owners and coastal communities.

Ms. Sonnenberg: I can start, perhaps, Senator Francis. Carl, as a harvester, can give you a real from-the-water perspective.

You could liken owner-operator to a small business owner, which is what they are, in essence — a small- to medium-sized business. When we are competing with — or being overtaken by, which I think is a better term — corporate interests, whether they be foreign or Canadian, and they take over those businesses, that takes the money that would flow into our community in a different way, and it moves it out of the community.

You see a lot of really negative impacts. British Columbia is a very stark example of how devastating it is to lose those dollars in the community — what the result is. We see more and more of that on the East Coast for all of us, for Indigenous and non-Indigenous alike. It is having a huge impact on us.

At this point, Carl, I will turn it over to you for your perspective.

Mr. Allen: I would say that if you want to get right down into the weeds from a harvester's perspective, we have what we call company skippers running an enterprise, and attention to safety may be a little more lax.

I own my licence. The only thing I have to answer to is the bank and the payment that I have on my boat, and my wife. Whereas if I'm a company skipper, even though the licence is in my name and it is a financing agreement or whatever they are calling them now, when you look to the terms of the agreement, there may be no way to ever find yourself out from underneath of that. If I don't hit certain targets, they can come in tomorrow and take it away from me and give it to you. Whereas I will go to the wharf in the morning, and if it is blowing a little too hard, I'm not going. I have a limit on what that threshold is for me and where I'm going to push in the weather. Sometimes the company skippers, there is that whip cracking behind them, and they don't have as much flexibility in it.

Another thing that we see is that, because quite often some of these skippers know that their time may be limited in this enterprise, their long-term conservation goals are not the same as mine. I'm in my early forties. I don't feel like I'm in the younger demographic, but I'm in the younger demographic of the fishery

peuvent prendre part aux ententes de contrôle, ce qui place les avantages des activités de pêche canadiennes entre les mains de non-Canadiens.

Veuillez nous expliquer en quoi les ententes de contrôle nuisent aux pêches côtières du Canada, aux propriétaires de petites entreprises et aux collectivités côtières.

Mme Sonnenberg : Je peux peut-être commencer, sénateur Francis. M. Allen, qui est pêcheur, pourra vous donner le vrai point de vue de quelqu'un qui est sur l'eau.

On pourrait comparer le propriétaire-exploitant à un propriétaire de petite entreprise, puisque c'est essentiellement ce que c'est : une petite ou une moyenne entreprise. Lorsque nous sommes en concurrence avec — ou peut-être devrais-je dire plus justement pris d'assaut par — des sociétés, qu'elles soient étrangères ou canadiennes, et qu'elles prennent la direction de ces entreprises, cela fait circuler l'argent qui irait dans notre collectivité d'une façon différente, et il sort de la collectivité.

Il y a beaucoup de répercussions très négatives. La Colombie-Britannique est un exemple frappant de l'effet dévastateur que peut avoir la perte de cet argent dans la collectivité. Nous le voyons de plus en plus sur la côte Est, tant chez les Autochtones que chez les non-Autochtones. Cela a un impact énorme sur nous.

Maintenant, monsieur Allen, je vous cède la parole pour que vous puissiez nous faire part de votre point de vue.

M. Allen : Je dirais que si vous voulez savoir ce qui se passe en détail du point de vue d'un pêcheur, il y a ce que nous appelons les capitaines d'entreprise, et l'attention accordée à la sécurité est peut-être un peu moins grande.

Je suis propriétaire de mon permis. Je rends seulement des comptes à la banque, pour les versements que je fais sur mon bateau, et à ma femme. Tandis que si j'étais capitaine d'entreprise, même si le permis était à mon nom et que j'étais titulaire d'une entente de financement ou peu importe le nom qu'on donne maintenant à ces ententes, leurs modalités ne me permettraient peut-être jamais d'en venir à bout. Si je n'atteignais pas certains objectifs, ils pourraient venir m'enlever mon permis demain et le donner à quelqu'un d'autre. Tandis que moi, je vais au quai le matin, et si le vent souffle un peu trop fort, je ne sors pas. J'ai une limite personnelle et je ne vais pas partout par mauvais temps. Parfois, les capitaines d'entreprise subissent de la pression, et ils n'ont pas autant de marge de manœuvre à cet égard.

Une autre chose que nous constatons, c'est que, dans bien des cas, ces capitaines savent qu'ils ne travailleront pour l'entreprise que pendant un certain temps, ce qui fait que leurs objectifs de conservation à long terme ne sont pas les mêmes que les miens. Je suis au début de la quarantaine. Je ne me considère pas

right now. It is in my vested interest to see that this fishery lasts for the duration.

I have three daughters. One of the three has a bit of an interest in fishing, so it's in my vested interest to see these resources are sustainable for the long term. Sometimes you will see these company skippers come in, and they are not that concerned because, maybe in a year from now, they will be out the door.

Also, there are "gentlemen's agreements" amongst fishermen. Every area has differences. When you look to Melanie's area down in Grand Manan, guys will have lanes, and they work together, because we're all in this together, whether we like it or not. It is a very unique industry in that we're all in direct competition with one another on a daily basis, but no one is left behind. You are always working together. If someone has something that is broken, if I have that in my shed, I go and get it. Whereas, again, these corporate skippers sometimes are not so concerned with trying to work with everybody else that is in the industry because they are in a whole different set of parameters than the rest of us.

Senator Busson: I have a question for either witness, but Mr. Allen touched on it.

Your commercial fishery licences are non-transferable. In other words, the licence holder must be present when the fishing is taking place, except in specific circumstances and only if prior approval is made by Fisheries and Oceans. Could you comment on this non-transferability and how it affects your business and similar independent harvesters in the sustainability of the industry?

Mr. Allen: Non-transferable how? On a day-to-day basis? It is funny because each region has a different set of parameters around what we would call a "substitute operator," if that is what you're thinking.

Senator Busson: That's where I'm going with this. If I'm wrong, please tell me, but does a substitute operator have to be pre-approved by Fisheries?

Mr. Allen: Yes. It has to be pre-approved depending upon, say, a long-term medical, where I would need a doctor's note. There is a provision for an emergency substitute operator, where you can get it done through a Conservation and Protection, or C&P, officer even on a weekend. If I were in a car accident on Friday night and I needed someone to take the boat on Saturday, heaven forbid, I can reach out to a local C&P detachment, and they might issue a short, five-day one to allow me that get-go in the short term to make the provision for a longer term one.

comme étant jeune, mais je compte parmi les jeunes pêcheurs en ce moment. Il est dans mon intérêt de voir la pêche durer longtemps.

J'ai trois filles. L'une des trois s'intéresse un peu à la pêche, alors il est dans mon intérêt que les ressources soient durables à long terme. Parfois, ces capitaines d'entreprise qu'on voit arriver ne sont pas tellement inquiets, parce qu'ils seront peut-être partis au bout d'un an.

De plus, il y a des « engagements d'honneur » entre pêcheurs. Chaque région a ses particularités. Prenez la région de Mme Sonnenberg, à Grand Manan : les gars ont des voies, et ils travaillent ensemble, parce que nous sommes tous dans le même bateau, que cela nous plaise ou non. C'est une industrie tout à fait unique, en ce sens que nous sommes tous en concurrence directe les uns avec les autres au quotidien, mais personne n'est laissé pour compte. Nous travaillons toujours ensemble. Si quelqu'un a une pièce brisée et que je l'ai dans mon hangar, je vais la chercher. Alors que, encore une fois, les capitaines d'entreprise ne cherchent pas toujours à travailler avec tout le monde dans l'industrie parce qu'ils sont assujettis à des paramètres tout à fait différents des nôtres.

La sénatrice Busson : J'ai une question pour l'un ou l'autre des témoins, mais M. Allen l'a déjà abordée un peu.

Vos permis de pêche commerciale ne sont pas transférables. Autrement dit, le titulaire du permis doit être présent pendant la pêche, sauf dans des circonstances particulières et seulement si Pêches et Océans a donné son approbation au préalable. Pourriez-vous nous parler de cette non-transférabilité et de l'incidence qu'elle a sur votre entreprise et sur d'autres pêcheurs indépendants dans une situation semblable, relativement à la durabilité de l'industrie?

M. Allen : Non transférable dans quel sens? Au quotidien? C'est drôle parce que chaque région a un ensemble différent de paramètres relativement à ce que nous appelons les « exploitants de remplacement », si c'est à cela que vous pensez.

La sénatrice Busson : C'est là où je veux en venir. Dites-moi si je me trompe, mais l'exploitant de remplacement doit-il être approuvé au préalable par le ministère des Pêches?

M. Allen : Oui. Il faut que ce soit approuvé au préalable pour, disons, un problème de santé à long terme, auquel cas j'aurais besoin d'un billet du médecin. Il y a une disposition concernant les exploitants de remplacement en cas d'urgence, et cela se fait par l'entremise d'un agent de conservation et de protection, même la fin de semaine. Si j'ai un accident de voiture le vendredi soir et que j'ai besoin de quelqu'un pour prendre le bateau le samedi, Dieu m'en garde, je peux communiquer avec un détachement local de conservation et de protection, qui pourra m'accorder un remplacement de cinq jours afin de me donner le temps de faire ce qu'il faut pour me prévaloir de la disposition à long terme.

Where Melanie is at, they fish lobster eight months of the year. If you are a grey-zone fisherman, you are 361 days. My lobster fishery is 63 days. So it is a different ball game on how those few days may affect my annual revenue.

I do have transferability in that when I decide that I have had enough of this racket and I want to retire, I can choose and designate who I transfer it to. That is where we see, in some of these controlling agreements and that, you know, on paper it looks like I'm the one who is controlling it, but in reality, it is the company who has the next skipper lined up behind me, who comes in and says, "Okay, Carl. You have been good, but you know what? You are not performing. Out the door you go."

I have had years where I have been close to being the highliner — you can ring the bell and it feels good — and then two years later, I got in a rut, and I'm down in the bottom half of the pack.

Being independent, I have the opportunity to change that the next year. Maybe if you have a couple of bad years as a corporate skipper, they will say like they do with an NHL coach, "It was fun, but you're losing right now and out the door you go." You are the problem. That is the huge difference in the two scenarios.

I don't know, Melanie, if you have anything to add to that.

Ms. Sonnenberg: The only thing that I would add, Carl, is there is also a provision, particularly in our area — as Carl indicated, we fish longer periods of time — for people to have vacation, substitute operators onboard. Sometimes for those who attend a lot of meetings, like Carl, there is also a provision for some professional days. So there is that flexibility.

Presently, I know that DFO at NHQ are coming out to talk a little about substitute operators and closing loopholes, senator, that seem to exist in some areas. For example, the medical has been used and abused. We don't want to see that changed in a way that would hurt people who genuinely need it. But for those who are using it to just get off the boat and have somebody else operate it, that's not the right reason.

There is some examination of that policy and some of the policies that go around substitute operator.

Senator Busson: For clarification then, from your perspective, the non-transferability is not necessarily a problem, as long as it is used in the essence in which it was granted and that it is not abused?

Dans la région de Mme Sonnenberg, on pêche le homard huit mois par année. Pour un pêcheur de la zone grise, c'est 361 jours. Ma pêche au homard dure 63 jours. L'incidence que ces quelques jours pourraient avoir sur mon revenu annuel est donc d'un tout autre ordre.

J'ai effectivement une possibilité de transfert, en ce sens que, lorsque j'aurai décidé que j'en ai assez de ce racket et que je voudrai prendre ma retraite, je pourrai choisir et désigner mon successeur. C'est là que nous voyons, dans certaines de ces ententes de contrôle, et que, vous savez, sur papier, il semble que ce soit moi qui aie le contrôle, mais en réalité, c'est l'entreprise qui a déjà trouvé mon successeur, qui vient et me dit : « Allez, Carl. Vous avez fait du bon travail, mais vous savez quoi? Vous ne performez pas. Le moment est venu de partir. »

Il y a eu des années où j'étais près d'être le *highliner* — on peut sonner la cloche et ça fait du bien —, puis deux ans plus tard, j'ai été malchanceux et je me suis retrouvé dans la moitié inférieure du groupe.

Étant indépendant, j'ai la possibilité d'y faire quelque chose l'année suivante. Un capitaine d'entreprise qui a deux ou trois mauvaises années de suite peut se faire dire, comme un entraîneur de la LNH : « C'était bien, mais vous perdez en ce moment, alors le temps est venu de partir. » C'est vous le problème. C'est la grande différence entre les deux scénarios.

Je ne sais pas si vous avez quelque chose à ajouter, madame Sonnenberg.

Mme Sonnenberg : La seule chose que j'ajouterais, monsieur Allen, c'est qu'il y a aussi une disposition, particulièrement dans notre région — comme M. Allen l'a dit, nous pêchons pendant de plus longues périodes — qui permet aux gens de prendre des vacances et de remplacer l'exploitant à bord. Parfois, pour ceux qui assistent à beaucoup de réunions, comme M. Allen, il y a aussi une disposition prévoyant des journées professionnelles. Il y a donc cette marge de manœuvre.

À l'heure actuelle, je sais que le MPO, à l'administration centrale, vient parler un peu des exploitants de remplacement et de l'élimination des échappatoires, sénatrice, qui semblent exister dans certains secteurs. Par exemple, la disposition relative aux problèmes de santé a été utilisée de façon abusive. Nous ne voulons pas qu'elle soit modifiée d'une façon qui nuirait aux gens qui en ont vraiment besoin. Mais pour ceux qui s'en servent simplement pour quitter le bateau et le faire exploiter par quelqu'un d'autre, ce n'est pas la bonne raison.

On examine cette politique et certaines des politiques concernant les exploitants de remplacement.

La sénatrice Busson : Une précision, dans ce cas : de votre point de vue, la non-transférabilité n'est pas nécessairement un problème, à condition qu'elle soit utilisée dans l'esprit dans lequel elle a été accordée et qu'il n'y ait pas d'abus?

Ms. Sonnenberg: When it is transferred. Since the legislation and the new regulations have come in, there are a lot more hoops from a transfer point of view.

If Carl is leaving the industry and he directs a transfer to the next recipient and there is a sale between two people, there is a far more rigorous system. But because of the money involved with corporate concentration, they can pay a lot of lawyers and accountants to help make this happen. That is, in fact, what is happening.

The oversight has to be really rigorous. It is taking a lot longer to do the transfers, but, where necessary, there has to be some way to “follow the money,” which is the expression we use in the federation. There has to be a chain where the money is being followed so that when someone is paying out a licence, it is very clear to the department where the money is coming from, and if there is a payment plan of some kind, as Carl referenced earlier, it has to be clear that it is something that is manageable and not at rates that would be considered loansharking and over the course of a reasonable period of time. No bank would ever sign you up for, like 99 years or whatever. There are some very interesting financial arrangements out there, we’re told.

Senator Quinn: Thank you for being here this evening, folks. I really appreciate you being here. This is a fascinating topic. We have discussed this in the past.

I don’t think that the average Canadian understands the importance of the fisheries to coastal communities — the jobs and the economic benefit, and the ability for people to not only have a livelihood but to raise their families in the coastal communities.

With the changing environment that you are challenged with in terms of rules and regulations, do you feel that the department has the adequate resources directed to do that monitoring compliance function? I am just wondering if you have any thoughts on that.

Mr. Allen: With regard to the regulation itself, I don’t know if they truly do. I think there is a lack of will to do the tough work too. This is a tough issue to go into individual agreements. With the regulation the way it’s set up, it’s not so much ticketing offences, but you’re taking them to court. It takes a lot of work and the will to go to court. I think they need to go there, though. It’s one thing when it’s Quin-Sea that’s owned by Newfoundland interests that have 50 control agreements with 50 harvesters in various communities in Newfoundland — and we have some issues with that — but when Royal Greenland comes in and buys Quin-Sea, they’re controlling that resource top to bottom through the whole chain. They will make decisions that are best for their bottom line, and they will make decisions — especially when Royal Greenland is owned by the Danish government — that will serve their country before our country. We saw this in 2020 with shrimp in Newfoundland. They were getting enough shrimp

Mme Sonnenberg : Lorsque le permis est transféré. Depuis l’entrée en vigueur de la loi et du nouveau règlement, il y a beaucoup plus d’obstacles du point de vue du transfert.

Si M. Allen quitte l’industrie, qu’il procède au transfert vers le prochain bénéficiaire et qu’il y a une vente entre deux personnes, le système est beaucoup plus rigoureux qu’avant. Mais à cause de l’argent qui vient de la concentration des entreprises, elles peuvent se payer beaucoup d’avocats et de comptables pour y parvenir. C’est effectivement ce qui se passe.

La surveillance doit être vraiment rigoureuse. Il faut beaucoup plus de temps pour effectuer les transferts, mais, au besoin, il faut qu’il y ait un moyen de « suivre l’argent », ce qui est l’expression utilisée à la fédération. Il doit y avoir une chaîne dans laquelle l’argent est suivi, de sorte que, lorsque quelqu’un paie un permis, le ministère sait très clairement d’où vient l’argent et, s’il y a de quelconques modalités de paiement, comme M. Allen l’a mentionné plus tôt, il faut qu’il soit clair qu’elles sont viables, et non pas à un taux qui en ferait un prêt usuraire, et sur une période raisonnable. Aucune banque ne vous ferait un prêt sur 99 ans, par exemple. Semble-t-il qu’il existe des arrangements financiers très intéressants dans ce monde.

Le sénateur Quinn : Je vous remercie tous d’être ici ce soir. Je vous suis vraiment reconnaissant d’être ici. C’est un sujet fascinant. Nous en avons déjà discuté auparavant.

Je ne pense pas que le Canadien moyen comprenne l’importance des pêches pour les collectivités côtières : les emplois et les retombées économiques, et la capacité des gens non seulement d’avoir un gagne-pain, mais aussi d’élever leur famille dans les collectivités côtières.

Compte tenu de l’évolution de l’environnement avec lequel vous devez composer sur le plan des règles et de la réglementation, croyez-vous que le ministère dispose de ressources adéquates pour exercer cette fonction de surveillance de la conformité? Je me demandais si vous aviez des choses à dire là-dessus.

M. Allen : En ce qui concerne la réglementation en tant que telle, je ne sais pas s’il a vraiment les ressources nécessaires. Je pense qu’il y a aussi un manque de volonté de s’attaquer à une tâche difficile. Examiner les ententes individuelles n’est pas facile. Dans le cadre du règlement actuel, il ne s’agit pas tant de contraventions que de poursuites. Cela exige beaucoup de travail, ainsi que la volonté d’aller devant les tribunaux. Je pense toutefois que le ministère doit le faire. C’est une chose lorsque c’est Quin-Sea, qui appartient à des intérêts terre-neuviens, qui détient 50 ententes de contrôle avec 50 pêcheurs dans diverses collectivités de Terre-Neuve — et cela pose certains problèmes à nos yeux —, mais lorsque Royal Greenland vient acheter Quin-Sea, elle contrôle la ressource de haut en bas dans toute la chaîne. Elle prendra les décisions les plus avantageuses pour ses résultats financiers, et elle prendra des décisions — surtout que Royal Greenland appartient au gouvernement danois — qui

elsewhere off Greenland, so they left some of ours in the water because it did not serve their interest.

In March and April of 2020, everyone thought that the whole seafood sector was going to collapse. By the end of 2020, however, it boomeranged and went the other way. In reality, a lot of products were left in the water in various fisheries that shouldn't have been.

What happens when they make decisions and they're closing communities down? These communities all survive on the fishery. As you said, it's a cultural thing. When people think about Atlantic Canada — and, in the Blue Economy Strategy, we talked about a fisheries tourism component — no one goes to Halifax to see the container port there. They go to Peggy's Cove to eat a lobster roll and to Newfoundland for fish and chips, and so on. We need to do everything we can. There needs to be the will and the resources to protect that so we have the entire fisheries economy.

Melanie referred to the West Coast. When you look at the stark differences between the West Coast and the East Coast, the West Coast has an investor model. If you want to buy a salmon licence in B.C. right now, you can, Senator Quinn. There's nothing to stop you from doing that. Then you'll hire me out, and I'll fish for 10 cents on the dollar, but that has destroyed the entire fisheries economy because the fisheries economy is not just the fish that come to the wharf itself; it's the fish that come to the wharf, the trucking and the processing.

Go try to get a boat built in Atlantic Canada right now. In some boat shops, there's a two or three years wait. I live in Cap-Pelé, New Brunswick. There is a place that saws the components for wood lobster traps and employs 15 people. Most of those components are shipped to Tignish, P.E.I., where another enterprise hires 15 to 20 people that build lobster traps. It is this spinoff economy that is allowed to flow out. On the West Coast, fisherman are fishing for 10 cents on the dollar. They can barely survive let alone reinvest. The joke in the fishing industry is that we're good at spending money but not so great at saving it sometimes. We're just good at rolling it.

To go back to your question, there needs to be a will within the department as well as the resources to be able to do the hard work. It's like a road check on the highway. If they just did something that is visible and catch an individual or two to send a clear message that they're serious about it, it wouldn't take long

serviront son pays avant le nôtre. Nous l'avons vu en 2020 dans le cas de la crevette à Terre-Neuve. Ils pêchaient suffisamment de crevettes ailleurs au large du Groenland, alors ils ont laissé une partie des nôtres dans l'eau parce que cela ne servait pas leurs intérêts.

En mars et en avril 2020, tout le monde pensait que le secteur des fruits de mer allait s'effondrer complètement. À la fin de 2020, cependant, il y a eu un effet boomerang et il est reparti dans l'autre sens. En réalité, beaucoup de produits ont été laissés dans l'eau dans diverses pêches alors que cela n'aurait pas dû être le cas.

Que se passera-t-il lorsqu'ils prendront des décisions qui mettront fin aux activités dans les collectivités? Ces collectivités dépendent toutes de la pêche. Comme vous l'avez dit, c'est culturel. Lorsque les gens pensent au Canada atlantique — et nous avons parlé d'un volet de tourisme lié à la pêche dans le cadre de la Stratégie de l'économie bleue —, personne ne va à Halifax pour voir le port à conteneurs. Les gens vont à Peggy's Cove pour manger une guédille au homard, à Terre-Neuve pour manger un poisson-frites et ainsi de suite. Nous devons faire tout ce que nous pouvons. Il faut qu'il y ait la volonté et les ressources nécessaires pour protéger cela afin que nous ayons toute l'économie de la pêche.

Mme Sonnenberg a parlé de la côte Ouest. Lorsqu'on regarde les différences frappantes entre la côte Ouest et la côte Est, sur la côte Ouest, le modèle est fondé sur les investissements. Si vous voulez acheter un permis de pêche au saumon en Colombie-Britannique, vous pouvez le faire dès maintenant, sénateur Quinn. Rien ne vous en empêche. Ensuite, vous m'embauchez et je vais toucher 10 ¢ par dollar, mais cela a détruit toute l'économie de la pêche, parce que l'économie de la pêche, ce n'est pas seulement le poisson qui arrive au quai; c'est le poisson qui arrive au quai, le transport et la transformation.

Essayez de faire construire un bateau au Canada atlantique en ce moment. Dans certains ateliers maritimes, il faut attendre deux ou trois ans. J'habite à Cap-Pelé, au Nouveau-Brunswick. Il y a une entreprise qui scie les pièces de bois des casiers à homard et qui emploie 15 personnes. La plupart de ces pièces sont envoyées à Tignish, à l'Île-du-Prince-Édouard, où une autre entreprise embauche de 15 à 20 personnes pour fabriquer les casiers. Ce sont ces retombées économiques que nous laissons partir. Sur la côte Ouest, les pêcheurs empochent 10 ¢ par dollar. Ils peuvent à peine survivre, et encore moins réinvestir. La blague, dans l'industrie de la pêche, c'est que nous sommes bons pour dépenser de l'argent, mais pas tellement bons pour l'économiser. Nous sommes seulement bons pour le rouler.

Pour revenir à votre question, il faut que le ministère ait la volonté et les ressources nécessaires pour faire le travail difficile. C'est comme un contrôle routier sur l'autoroute. Il lui suffirait de pincer une ou deux personnes de façon visible pour montrer clairement qu'il prend la chose au sérieux, et le message se

before the word would get out. The department told us their model is to try to bring everyone into compliance, but their approach is like saying, "Go find another loophole. This one is not working for you. Come back to us." They give them 12 months to come back into compliance. That word gets out just as quickly. Nobody is on the highway. I can roll through at a buck fifty all day long and no one is going to stop me because there is never an RCMP. That is what is happening now.

Melanie, do you have anything to add to that?

Ms. Sonnenberg: I think you've covered it all, Carl. I think, Senator Quinn, that from where I sit, sometimes a reallocation of resources may be more appropriate than getting more. There is a need for having a bigger team to do these investigations and to continue to monitor. They're doing targeted investigations at the present time in the maritime region. We heard a report last week, when we were at meetings in Ottawa, that about 17 files have been opened. Is that enough? Also, do they have the skill set? Because this is all new. They will tell you that themselves. I do worry about the skills required because it is a forensic audit. It's not just about going on the water and seeing things that are amiss, which are easy to see if you choose to go to a wharf in Southwest Nova or here, in southern New Brunswick. Sometimes those controlling agreements are easy to identify just by the vessels and by the colours of the vessels.

What has to happen is the digging into the agreements. To your question, I think that they do need to have some more resources, and they need to have some very specialized resources to get the job done.

Senator Quinn: Thank you for your commentary. You're underscoring a real problem happening in government today in terms of those looking to enforce things of that nature. Every sector seems to have fewer people and the skill sets and competencies are declining yearly. This is a complicated file. If we don't have people who have the ability to go into the field to do the very things that you've talked about, that's an issue.

Has your association had discussions with your colleagues and with people out on the water? You folks are on the water and you know everybody in that independent sector. Do they ever talk about the lack of resources? When was the last time you saw a fisheries person involved in this particular segment of the business out in the field?

Mr. Allen: I've never encountered that myself. I know a few individuals who recently purchased an enterprise last year. Some of the comments are, "I signed my name more times than I have

répandrait rapidement. Le ministère nous a dit que son modèle consiste à essayer d'amener tout le monde à se conformer, mais son approche revient à dire : « Trouvez une autre échappatoire. Celle-ci ne fonctionne pas pour vous. Revenez nous voir quand vous l'aurez trouvée. » Il leur donne 12 mois pour se conformer. Le message se transmet tout aussi rapidement. Il n'y a personne sur l'autoroute. Je peux rouler à 150 toute la journée sans me faire arrêter, parce qu'il n'y a aucune présence de la GRC. C'est ce qui se passe en ce moment.

Madame Sonnenberg, avez-vous quelque chose à ajouter?

Mme Sonnenberg : Je pense que vous avez tout dit, M. Allen. Je crois, sénateur Quinn, que, de mon point de vue, il est parfois plus approprié de réaffecter des ressources que d'en obtenir plus. Il faut miser sur une plus grande équipe pour mener ces enquêtes et continuer de surveiller la situation. Les responsables mènent actuellement des enquêtes ciblées dans la région des Maritimes. La semaine dernière, durant des réunions à Ottawa, nous avons entendu dire qu'environ 17 dossiers avaient été ouverts. Est-ce suffisant? De plus, les responsables ont-ils les compétences nécessaires? Vous savez, tout cela est nouveau. Ils vous le diront eux-mêmes. Je m'inquiète des compétences requises, car il s'agit d'une vérification judiciaire. Il ne s'agit pas seulement de se rendre sur l'eau et de voir ce qui ne va pas, ce qui est facile à constater si vous choisissez de visiter un quai dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, ou encore ici, dans le sud du Nouveau-Brunswick. Parfois, les ententes de contrôle sont faciles à reconnaître simplement en regardant les navires et leurs couleurs.

Ce qu'il faut faire, c'est examiner à fond les ententes. Pour répondre à votre question, je pense que les responsables ont besoin de plus de ressources et qu'ils ont besoin de ressources très spécialisées pour faire leur travail.

Le sénateur Quinn : Je vous remercie de votre commentaire. Vous soulignez un véritable problème qui se pose au sein du gouvernement aujourd'hui en ce qui concerne ceux qui cherchent à appliquer des mesures de cette nature. Chaque secteur semble compter moins d'employés, et les compétences et les ensembles de compétences s'effritent chaque année. C'est un dossier complexe. Si nous ne misons pas sur des personnes qui ont la capacité d'aller sur le terrain pour faire exactement ce dont vous avez parlé, c'est un problème.

Votre association a-t-elle eu des discussions avec vos collègues et avec des intervenants sur l'eau? Vous êtes présent sur l'eau et vous connaissez tout le monde dans ce secteur indépendant. Les gens parlent-ils parfois du manque de ressources? À quand remonte la dernière fois où vous avez vu des responsables des pêches s'occuper de ce secteur précis de l'industrie, sur le terrain?

M. Allen : Je n'ai jamais vu ce genre de choses moi-même. Je connais quelques personnes qui ont récemment acheté une entreprise; c'était l'an dernier. Voici certains des commentaires :

ever signed my name.” Again, we see that a company that has 30 people under controlling agreements can spend a lot of money on a lawyer to write one. Once they have one, then it’s just copy, cut and paste. Whereas for the individual, it seems like quite a hassle. In reality, it is the bank lending the money and everything is on the up and up. It should be a smooth process, but it seems to be quite cumbersome. But transfers are being done, and people are entering the fishery.

Over the past few years, the Maritime Fishermen’s Union as well as the federation have pushed for access to capital. Once upon a time, provincial fisheries loan boards were big players in the fisheries. That’s when the banks wouldn’t touch you because your licence wasn’t collateral. Even if they took your boat, it might not pay for the whole enterprise. For a while, the provincial fisheries loan boards pulled back. In New Brunswick, we worked hard with the province. They brought in programs for new entrants, and they’re partnering with financial institutions. That’s helping, but we don’t see that on the paperwork side of it.

Melanie’s area would be a good area for them to go to. As she said, at their wharf they can say, “All those boats that are that colour are owned by that company.”

It’s more prevalent. I’m fortunate enough, us in the gulf, because our fisheries for years had an economic value that was way less than it was in southwest Nova, because that’s where it began in places like southwest Nova, where fisheries became big. We’re kind of on the tail end of it, but we’re starting to see it: Where there’s money to be had, the interest will follow.

Senator Quinn: Thank you.

Senator M. Deacon: It is a privilege to be here tonight at this committee meeting. For our witnesses, I am replacing one of my colleagues, but I have tried to catch up a little bit on the study and the important work this group is doing.

I also want to acknowledge that, on top of your day jobs and the work that you’re trying to do, to be in those roles as president and treasurer of a group that has to be experiencing a lot of change, a lot of reform, a lot of tough stuff — On behalf of this committee, thank you for taking that additional role on top of your professional lives.

« Je n’avais jamais autant signé mon nom. » Encore une fois, nous constatons qu’une entreprise qui compte 30 employés en vertu d’ententes de contrôle peut dépenser beaucoup d’argent pour embaucher un avocat qui rédigera une entente. Une fois l’entente en place, il suffit de faire du copier-coller. Tandis que pour les particuliers, le processus semble très compliqué. En réalité, c’est la banque qui prête l’argent, puis tout devrait bien aller. Le processus devrait se faire en douceur, mais il semble assez lourd. Cependant, les transferts sont effectués, et les gens entrent dans le secteur de la pêche.

Au cours des dernières années, l’Union des pêcheurs des Maritimes et la Fédération ont exercé des pressions pour obtenir des capitaux. Il fut un temps où les commissions provinciales des prêts aux pêcheurs étaient de gros joueurs dans le secteur des pêches. C’est dans de telles situations que les banques ne veulent pas s’en mêler parce que le permis n’est pas donné en garantie. Même si la banque récupère le bateau, ce n’était peut-être pas suffisant pour couvrir toute l’entreprise. Pendant un certain temps, les commissions provinciales des prêts aux pêcheurs se sont retirées. Au Nouveau-Brunswick, nous avons travaillé fort en collaboration avec la province. Les responsables ont mis en place des programmes pour les nouveaux venus, et le travail est fait en partenariat avec les institutions financières. C’est utile, mais ce n’est pas le genre de choses que nous constatons du côté de la paperasserie.

La région de Mme Sonnenberg serait un bon endroit où aller. Comme elle l’a dit, à leur quai, les gens peuvent dire : « Tous les navires de telle ou telle couleur appartiennent à telle ou telle entreprise. »

C’est plus fréquent. Je suis plutôt chanceux; dans notre cas, dans le golfe, pendant des années, nos pêches avaient une valeur économique bien inférieure à ce qu’elle était dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, parce que c’est là que tout a commencé, dans des endroits comme le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, où les pêches ont gagné en importance. Nous sommes en quelque sorte à la fin du processus, mais nous commençons à voir les résultats : là où il y a de l’argent à faire, l’intérêt sera au rendez-vous.

Le sénateur Quinn : Merci.

La sénatrice M. Deacon : C’est un privilège d’être ici ce soir et de participer à la réunion du comité. Je tiens à dire aux témoins que je remplace un de mes collègues, mais j’ai essayé de m’informer un peu sur l’étude et l’important travail que fait le groupe.

Je tiens également à souligner que, en plus de vos tâches quotidiennes et du travail que vous essayez d’accomplir, vous occupez respectivement le poste de présidente et de trésorier d’une organisation et vous devez composer avec beaucoup de changements, beaucoup de réformes et beaucoup de choses difficiles... Au nom du comité, merci d’avoir accepté ce rôle

I'm thinking about this and listening to what I've heard today. And my question, which may to the chair feel a little bit off to the right or left, is to help me to understand a little bit further the work that you're doing. As we do look at commercialization and we look at the issues and the challenges, I'm wondering from both of you, your own work and the work you represent for this independent organization, what is keeping you most awake at night? What is it that you see as your own personal denominator, or work that you do — your own particular area that you each bring unique perspectives — or a response that reflects those conversations and phone calls that you're having with some of your membership?

Ms. Sonnenberg: I'll take a stab at this, Senator Deacon. I have been president for five-plus years of the federation. Like any volunteer position, I'm paid by my organization, the Grand Manan Fishermen's Association, to be part of this group and to represent us there.

I think what keeps me up at night isn't what specifically it is, but what it isn't. There are so many things that are facing this industry. It's like a deluge. It's just so much that you can't even some days process it.

We were in the city last week to have our annual general meeting. We had it in Ottawa, so we could be on the ground there where we find it easier to speak to some of the decision makers. By the time we got done the week, we had talked about all the things you're hearing us speak about tonight as it relates to the study of issues that you're doing on management of Canada's fisheries and oceans. The owner-operator has been around since the late 1970s. It started out as a policy, but I think of all the things, it is probably the erosion of the owner-operator — that little guy or gal who is being squeezed out or bought out at a point in their career. It's not a career. That's not the right word. It is the lifestyle that they've chosen. The fishery is not a job. It's a choice.

When you're out on the water, things are being gobbled up, the ocean is getting smaller through Marine Protected Areas, or MPAs, climate change is affecting you, there are rules coming down every day, there are Transport Canada issues to be dealt with — the list is so long and so complex.

I've been in the fishery as a — I call it being a “fisher-crat.” I've never had the good fortune, which is probably just as well for the mariners out there, to operate a vessel and call myself a fisherman. It is a respected profession. I've worked in the industry for 42 years now. I have to say it is a passion of mine,

supplémentaire, en plus de ce que vous faites dans votre vie professionnelle.

Je pense à tout ça et à ce que j'ai entendu aujourd'hui. Ma question, qui semblera peut-être un peu trop à gauche ou à droite pour le président du comité, vise à m'aider à comprendre un peu mieux le travail que vous faites. Alors que nous nous penchons sur la commercialisation et sur les enjeux et les défis connexes, je me demande ce qui vous tient le plus éveillé la nuit, dans votre travail et par rapport au travail de représentation que vous faites pour votre organisation indépendante. Qu'est-ce que vous considérez comme étant votre dénominateur personnel, ou le travail que vous faites — votre domaine précis, qui vous donne à chacun des points de vue uniques —, ou encore une réponse qui reflète les conversations et les appels téléphoniques que vous avez avec certains de vos membres?

Mme Sonnenberg : Je vais essayer de répondre, sénatrice Deacon. Je suis la présidente de la Fédération depuis plus de cinq ans. Comme tous les titulaires de postes bénévoles, je suis payée par mon organisation, la Grand Manan Fishermen's Association, pour faire partie de ce groupe et représenter mon organisation.

Je pense que ce qui m'empêche de dormir la nuit concerne non pas ce que c'est, mais ce que ce n'est pas. Il y a tellement de choses auxquelles cette industrie est confrontée. C'est comme un déluge. Il y a tellement de choses que, certains jours, on ne peut même pas y voir clair.

Nous étions en ville la semaine dernière dans le cadre de notre assemblée générale annuelle. Elle a eu lieu à Ottawa, alors nous pouvions être sur le terrain, et il était donc plus facile de parler à certains décideurs. À la fin de la semaine, nous avons parlé de tout ce dont vous nous entendez parler ce soir dans le cadre de l'étude des questions que vous vous posez sur la gestion des pêches et des océans du Canada. Le régime des propriétaires-exploitants existe depuis la fin des années 1970. Au départ, c'était une politique, mais je pense à toutes ces choses... C'est probablement l'érosion du régime des propriétaires-exploitants... Les petits joueurs et les petites joueuses se font évincer ou acheter à un moment donné durant leur carrière. Ce n'est pas une carrière. Ce n'est pas le bon mot. C'est le mode de vie qu'ils et elles ont choisi. La pêche n'est pas un emploi. C'est un choix.

Lorsque vous êtes sur l'eau, les choses sont absorbées, l'océan est de plus en plus petit en raison de l'établissement des zones de protection marine, les ZPM. Il y a aussi les changements climatiques qui nous touchent, les règles qui s'ajoutent jour après jour, les problèmes de Transports Canada qu'il faut régler... La liste est tellement longue et tellement complexe.

J'ai travaillé dans le secteur de la pêche en tant que... J'appelle ça être un « aristocrate de la pêche ». Je n'ai jamais eu l'occasion — et c'est probablement mieux ainsi pour les marins — d'exploiter un navire et de me considérer comme un pêcheur. C'est une profession respectée. Je travaille dans

but it is worrisome. In all the years I've been here and all the things I've seen, I just don't know. It just never ends, but I don't see a lot of hope on the horizon, and I think a lot of people feel that now. It is difficult to get young people in this. The cost and pressure are enormous. I won't rant on, but it is difficult. The way the fishery is managed is not at a level where engagement properly takes place, in my opinion, with the people who matter and the people who are out on the water. They're a separation away from these decision makers, and they have no way to get some of the input of the things being seen. As we look at the rapid changes from climate change or there may be something very specific going on, but oftentimes, the harvesters aren't being heard, and I find that really troubling. So I'll stop there, but it is a long list.

Mr. Allen: What keeps me up at night depends on the night. It's a long list of stuff. To give you some perspective, you talk about resources. Last week when we were here, we met with an official at 200 Kent St. on the MPAs and marine spatial planning, and she tells us she has 90 people working under her in Ottawa. Collectively, between 34 organizations, we don't have 90 hired staff, and we're not just dealing with MPAs and spatial planning, we're dealing with everything. There is a downloading all the time. It is a double-edged sword, like Melanie said, as a harvester, as somebody on the water sometimes, I don't feel like the department is really listening to us. I think one of our failings in Bill C-68 is we didn't get a line in there that talked about harvester knowledge. In our opening statement we talked about collectively having 20 million hours at-sea hours with our crew. That's probably a low estimate, but I'll stand behind that number and show you the math. That's not for nothing. That shouldn't be discounted.

I'm one of the worst. I don't write much down. Everything stays up here: where I was last year and where the fish were and what the fish were doing. Most fishermen don't put things in a set, scientific way that can be given to a scientist and peer reviewed and accepted. It's called anecdotal evidence, but in reality, we're the first ones to see it, especially the inshore fishermen. Inshore fishermen in Newfoundland all through the 1980s were saying, "There is something wrong here. We're going to hit a wall," because they knew what was happening. The fish weren't on the shores. They heard the story of the discarding offshore and that was all 'No.'

l'industrie depuis 42 ans maintenant. Je dois dire que c'est une de mes passions, mais c'est inquiétant. Pendant toutes les années que j'ai passées ici, et après tout ce que j'ai vu, je ne sais tout simplement pas... Ça ne finit jamais, mais je ne vois pas beaucoup d'espoir à l'horizon et je pense que beaucoup de gens ressentent la même chose en ce moment. Il est difficile d'attirer les jeunes. Les coûts et les pressions sont énormes. Je ne m'étendrai pas là-dessus, mais c'est difficile. La façon dont la pêche est gérée, selon moi, on ne le fait pas de façon à permettre une participation adéquate des gens qui comptent et des personnes qui sont sur l'eau. Ces gens sont tenus à l'écart des décideurs et ils n'ont aucun moyen de dire ce qu'ils pensent sur les choses qu'ils constatent. Lorsqu'il est question d'examiner les changements rapides causés par les changements climatiques, ou encore s'il se passe quelque chose de très précis, souvent, personne n'écoute les pêcheurs, et je trouve cette situation très troublante. Je vais m'arrêter ici, mais la liste est longue.

M. Allen : Ce qui m'empêche de dormir dépend de la nuit. La liste est longue. Pour mettre les choses en perspective, vous parlez de ressources. Eh bien, la semaine dernière, lorsque nous étions ici, nous avons rencontré une fonctionnaire au 200, rue Kent, au sujet des ZPM et de l'aménagement du territoire marin, et elle nous dit qu'il y a 90 personnes qui travaillent sous son autorité à Ottawa. Collectivement, nous n'avons même pas 90 employés au sein de 34 organisations, et nous ne nous occupons pas seulement des ZPM et de l'aménagement du territoire marin, mais de tout le reste aussi. Il y a toujours des gens qui se déchargent de leurs responsabilités. C'est un couteau à double tranchant, comme Mme Sonnenberg l'a dit, et en tant que pêcheur, en tant que marin, parfois, je n'ai pas l'impression que le ministère nous écoute vraiment. Je pense que l'une des lacunes en ce qui concerne le projet de loi C-68, c'est que nous n'avons pas parlé des connaissances des pêcheurs. Dans notre déclaration préliminaire, nous avons parlé des 20 millions d'heures en mer de notre équipage. C'est probablement une estimation très conservatrice, mais je vais m'en tenir à ce chiffre et vous montrer le calcul. Ce n'est pas pour rien. Il ne faut pas en faire abstraction.

Je suis l'un des pires. Je n'écris pas grand-chose. Tout reste en haut, ici : où j'étais l'année dernière, où se trouvaient les poissons et leur comportement. La plupart des pêcheurs ne présentent pas les choses d'une façon scientifique, de façon que l'information puisse être donnée à des scientifiques, puis examinée par des pairs et acceptée. C'est ce qu'on appelle des preuves anecdotiques, mais en réalité, nous sommes les premiers à voir ce qui se passe, surtout les pêcheurs côtiers. Tout au long des années 1980, les pêcheurs côtiers de Terre-Neuve disaient : « Il y a quelque chose qui ne va pas. Nous allons frapper un mur », parce qu'ils voyaient bien ce qui se passait. Le poisson n'était pas sur les rives. Ils ont entendu l'histoire des rejets en haute mer et c'était un « non » catégorique.

If you want to get into the weeds, you look at area 16 spring herring. The sea was closed last year because the stock is in a critical state. As an individual that fished herring, as a teenager who fished herring, and who fished herring the last few years, I totally disagree with that. We've seen a rebound of that stock in the last few years. The department closes the fishery. All of the science on that stock is fisheries-dependent with very little of a plan to replace those data. Now there is a hole. They want to keep the fishery closed for five years without even talking about a rebuilding plan. Fisheries are tough to manage, especially in this changing environment. I don't know if it's easier to shut them down. If they're not lucrative, if they're not a certain capacity, it's easier just to close it, so we won't have to deal with it.

If you look at Atlantic mackerel, one of the assessment tools they use to assess that stock is a spawn troll. They do a troll between Prince Edward Island and the Magdalen Islands. They troll for spawn. They can tell by the number of spawn they get, this is where the mackerel should be this year. The problem is they're set in this little window of time when they do it. From one year to the next, it could be an early or a late spawning event.

This year there is the least amount of ice I've ever seen in the Gulf of St. Lawrence as long as I've paid attention to it. As a fisherman that tells me that it's going to be an early spring. I don't follow mackerel. I have a woman who works for the PEI Fishermen's Association, Melanie Giffin, and she's bang on in this. The department wants to leave the spawn troll until the first week of June, as always, and she says you should be bumping it ahead three weeks.

The list goes on and on. Changes are made that make no sense, and you've got to deal with that. To give you a bit more of my background, I'm treasurer of the federation, but I'm part of the Maritime Fishermen's Union in New Brunswick. That's my member organization that belongs to the federation. I'm vice-president in New Brunswick. I was president of the Maritime Fishermen's Union from 2014 to 2019. I represent 1,000 fishermen in New Brunswick and 300 in Nova Scotia.

Once upon a time, I got really tired of going to fishermen. They had nothing but bad news, one way or another, whether it was just bad news because something was being closed or bad news because of issues not being resolved because something else was being downloaded onto us because we were not being listened to. It wears you down. I tip my hat to Melanie. Forty-two years — wow. I've been at it for 10.

Si vous voulez entrer dans les détails, prenez la zone 16 du hareng printanier. La zone a été fermée l'an dernier parce que les stocks sont dans un état critique. En tant que personne qui a pêché le hareng, en tant qu'adolescent qui a pêché le hareng et qui a aussi pêché le hareng au cours des dernières années, je ne suis pas du tout d'accord. Nous avons constaté une remontée de ces stocks au cours des dernières années. Le ministère a fermé la pêche. Toutes les données scientifiques sur ces stocks dépendent de la pêche, et il y a très peu de plans pour remplacer ces données. Maintenant, on constate un manque à gagner. Les responsables veulent fermer la pêche pendant cinq ans, sans même parler d'un plan de rétablissement. Les pêches sont difficiles à gérer, surtout dans un tel environnement changeant. Je ne sais pas s'il est plus facile de les fermer. Si la pêche n'est pas lucrative, s'il n'y a pas une certaine capacité, il est plus facile de simplement la fermer, alors nous n'aurons pas à nous en occuper.

Prenons le maquereau de l'Atlantique, un des outils d'évaluation utilisés pour analyser ce stock est la pêche à la traîne. Des responsables pratiquent une pêche à la traîne entre l'Île-du-Prince-Édouard et les Îles-de-la-Madeleine. Ils pêchent pour trouver les alevins. Selon les nombres d'alevins pêchés, ils peuvent établir où le maquereau est susceptible de se trouver cette année. Le problème, c'est qu'ils limitent leur étude à cette plage horaire limitée. D'une année à l'autre, la fraie est susceptible d'être précoce ou tardive.

Je n'ai jamais vu aussi peu de glace que cette année dans le golfe du Saint-Laurent depuis que j'y porte attention. En tant que pêcheur, je me dis que le printemps sera précoce. Je ne fais pas le suivi du maquereau. Je connais une femme qui travaille pour la P.E.I. Fishermen's Association, Melanie Giffin, et elle a tout à fait raison. Le ministère veut permettre la pêche à la traîne jusqu'à la première semaine de juin, comme c'est toujours le cas, et elle dit que vous devriez la devancer de trois semaines.

La liste est longue. On apporte des changements qui n'ont pas de sens, et il faut s'occuper de tout ça. Pour vous donner une idée de mes antécédents, je suis trésorier de la fédération, mais je fais partie de l'Union des pêcheurs des Maritimes du Nouveau-Brunswick. C'est mon organisation membre qui relève de la fédération. Je suis vice-président pour le Nouveau-Brunswick. J'ai été président de l'Union des pêcheurs des Maritimes de 2014 à 2019. Je représente 1 000 pêcheurs au Nouveau-Brunswick et 300 pêcheurs de la Nouvelle-Écosse.

Il fut un temps où j'en avais vraiment assez d'aller voir les pêcheurs. Ils n'avaient que de mauvaises nouvelles à m'annoncer, d'une façon ou d'une autre, qu'il s'agisse simplement de mauvaises nouvelles en raison d'une fermeture ou de mauvaises nouvelles parce que les problèmes n'étaient pas réglés et qu'on nous les refilait, parce que personne ne nous écoute jamais. C'est fatigant à la longue. Je lève mon chapeau à Mme Sonnenberg. Quarante-deux ans... Wow! Je n'en suis qu'à 10 ans.

I tell people that fishing is not something I do; it's who I am. I'm fourth generation. You have to be a little off your rocker to be in this industry. You have to really be off of it to love it —

Senator M. Deacon: Can I just hold you on the off the rocker piece? Just keep that in mind.

I apologize for stopping you, but you touched on something really important.

Thank you both for your candid responses. I appreciate it.

You are about to touch on something, and I want to make sure I have a chance to ask you this: The energy moving forward and the what I would call “succession” — the people behind you — how do you both see owners and operators? Are they — I want to say “invigorated,” but that's maybe too strong a term. However, do we have other folks after 42 years and after you are 42 — I think those are the two numbers I heard — who are behind you wanting to carry on this important work?

Mr. Allen: Melanie, you go ahead while I percolate on that for a second.

Ms. Sonnenberg: Senator Deacon, I really think it will be a lot harder to get people to the table. It's very discouraging for them.

Regarding this association I'm with here on Grand Manan, I'm fortunate to have a good number of young harvesters. When I say “young,” I'm talking a little bit younger than Carl but not much. They come in and they're excited, but it's difficult to keep them engaged, first of all, because they have so much to contend with and their debt load is high. That means they have to keep their nose to the grindstone. Every day they wonder how they are going to make the next payment. That's tough, because there are very few young people coming in who are debt-free or who have a manageable debt load when they start, so they really have to work hard at it.

The things that are going on and the way that we engage or don't is really discouraging to them. That's one of the issues that we face.

Of course, we all know that we have a labour shortage, and with that, maybe we don't have a labour shortage per se in the industry as it relates to what you're asking, but we have volunteer burnout. We've heard that over and over again. Before the pandemic, we heard it, and now, after the pandemic — people didn't come back the same way.

I really don't know what will happen. I'm a great believer that if you step aside, somebody will come in and pick up the reins. That's the best you can hope for. It might not be the same as

Je dis aux gens que la pêche n'est pas quelque chose que je fais : c'est mon identité. Je représente la quatrième génération. Il faut être un peu fou pour œuvrer dans cette industrie. Il faut vraiment l'être pour aimer ça...

La sénatrice M. Deacon : Puis-je vous interrompre un instant? N'oubliez pas ce que vous étiez en train de dire.

Je m'excuse de vous interrompre, mais vous avez soulevé un point vraiment important.

Je vous remercie tous les deux de vos réponses franches. Je vous en suis reconnaissant.

Vous êtes sur le point d'aborder un sujet, et je veux m'assurer d'avoir l'occasion de vous poser la question suivante : l'énergie à l'avenir et ce que j'appellerais la « relève » — les gens qui vous emboîteront le pas —, comment voyez-vous tant les propriétaires que les exploitants? Est-ce qu'ils sont, comment dire, « revigorés », mais c'est peut-être un terme un peu trop fort. Cependant, y a-t-il d'autres personnes — après 42 ans et après vous, vous avez 42 ans, si j'ai bien compris — qui vous suivent vous et qui veulent poursuivre cet important travail?

M. Allen : Madame Sonnenberg, allez-y pendant que je réfléchis un instant.

Mme Sonnenberg : Sénatrice Deacon, je crois vraiment qu'il sera beaucoup plus difficile de réunir les gens autour de la table. C'est très décourageant pour eux.

En ce qui concerne l'association que je représente ici, à Grand Manan, j'ai la chance de compter sur un bon nombre de jeunes pêcheurs. Quand je dis « jeunes », je veux dire un peu plus jeune que M. Allen, mais pas beaucoup. Ils arrivent et sont enthousiastes, mais il est difficile de les garder motivés, tout d'abord, parce qu'ils ont tellement de choses à gérer et que leur niveau d'endettement est élevé. Ils doivent donc trimer dur. Chaque jour, ils se demandent comment ils vont faire le prochain paiement. C'est difficile, parce qu'il y a très peu de jeunes qui arrivent sans endettement ou dont le niveau d'endettement initial est gérable, alors ils doivent vraiment travailler dur.

Ce qui se passe et la façon dont nous nous engageons ou non sont des choses vraiment décourageantes pour eux. C'est l'un des problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Bien sûr, nous savons tous qu'il y a une pénurie de main-d'œuvre et, à cet égard, il n'y a peut-être pas de pénurie de main-d'œuvre comme telle dans l'industrie du point de vue de ce que vous demandez, mais nous avons des bénévoles qui sont épuisés. C'est quelque chose que nous entendons souvent. Nous l'entendions avant la pandémie, et maintenant, après la pandémie, les gens ne sont pas revenus comme avant.

Je ne sais vraiment pas ce qui va se passer. Je crois vraiment que, si on se retire, quelqu'un reprendra le flambeau. C'est le mieux qu'on peut espérer. Ce n'est peut-être pas ce à quoi vous

what you were used to, but they will bring something new to the table, hopefully, and bring a breath of fresh air to the job.

All we can do — and what we continue to do — is try to groom people and engage them and show them the importance. If you're not involved in this industry and are sitting at these tables, as someone who is invested as an owner-operator, you will get left behind eventually. It's a way to stay on top of what is happening, but again, it is time-consuming because of the number of issues being thrown at harvesters every day.

Mr. Allen: That's a good way to encapsulate it.

As far as new entrants into the industry, if we put the resources there and access to capital and that sort of thing, that will happen. I find it more troublesome with the organizations, in all honesty, to find the next generation of volunteers to come to places like this. That stems from quite a few different reasons. We do see people who will come in, but things work at a very slow pace up here. We're working in an industry where you have to make decisions like that and move from here to there like that. If you wait two weeks to make a move, you've missed it altogether. We're in a go, go, go industry. When they realize that things take a long time to make happen — this is a marathon, not a sprint — that will turn some people off.

Also, it was funny. I had this conversation with one of my board members who has been involved with the Maritime Fisherman's Union since the early 1980s. I said, "Today's people are just not interested in being involved." He said, "Well, you know, men today and family structures have it different. When I started up at this, if I got home at night at 5:00 from the water and said to my wife, 'I have to go to a meeting at 7:00,' she took care of everything, and there were no questions asked." Now he takes his daughters to baseball games a few times a week, and he plays that part so it's a time-management issue as well.

For us at the Maritime Fisherman's Union, I've always been a strong advocate of trying to give our members the tools, like leadership training and stuff like that, so that if they choose to take on these roles, at least they will feel comfortable. It's not everybody who can come here and sit at this table. We're competing with a big show tonight. It's a handful. You get at one of these tables, and every one of those seats are full and asking you questions. It's not everyone who can sit here, do this and be comfortable in their skin doing it. It's taken me a while to get to this point.

étiez habitué, mais ces personnes apporteront quelque chose de nouveau à la table — espérons-le —, et ce sera comme une bouffée d'air frais au travail.

Tout ce que nous pouvons faire — et nous continuons de le faire —, c'est essayer de former les gens, de les mobiliser et de leur faire comprendre l'importance de tout ça. Si vous ne participez pas à cette industrie et que vous êtes assis à ces tables, en tant que propriétaire-exploitant investisseur, vous finirez par être laissé derrière. C'est une façon de se tenir au courant de ce qui se passe, mais, encore une fois, c'est un processus chronophage en raison du nombre de problèmes avec lesquels les pêcheurs doivent composer chaque jour.

M. Allen : C'est une bonne façon de résumer la situation.

Pour ce qui est des nouveaux venus dans l'industrie, si nous y affectons les ressources, si nous donnons un accès au capital et faisons ce genre de choses, ça se produira. En toute honnêteté, je trouve que c'est plus difficile pour les organisations de trouver la prochaine génération de bénévoles afin qu'ils viennent dans des endroits comme ici. Il en est ainsi pour plusieurs raisons différentes. Nous voyons des gens qui arrivent, mais les choses vont très lentement ici. Nous travaillons dans une industrie où il faut prendre des décisions de ce genre et savoir rapidement passer d'un endroit à l'autre. Si vous attendez deux semaines avant de bouger, vous aurez complètement manqué votre coup. Nous sommes dans une industrie où il ne faut pas perdre de temps. Quand les gens se rendent compte que les choses avancent très lentement — c'est un marathon, et pas un sprint —, certains se désintéressent.

C'était drôle, aussi. J'ai eu cette conversation avec l'un des membres de mon conseil qui travaille pour l'Union des pêcheurs des Maritimes depuis le début des années 1980. J'ai dit : « Les gens d'aujourd'hui ne veulent tout simplement pas participer. » Il a dit : « Eh bien, vous savez, les hommes d'aujourd'hui et les structures familiales... tout ça est différent. Quand j'ai commencé, si je rentrais à la maison à 17 heures après une sortie en mer et que je disais à ma femme que je devais aller à une réunion à 19 heures, elle s'occupait de tout sans poser de question. » Maintenant, les hommes amènent leurs filles à des parties de baseball quelques fois par semaine et jouent ce genre de rôle, alors c'est aussi une question de gestion du temps.

À l'Union des pêcheurs des Maritimes, j'ai toujours été un ardent défenseur du besoin de donner à nos membres les outils qu'il leur faut, comme la formation en leadership, pour qu'ils se sentent à l'aise s'ils choisissent d'assumer de tels rôles. Ce n'est pas tout le monde qui peut venir ici et s'asseoir à la table. Nous sommes en concurrence avec un grand spectacle ce soir. Il y a très peu de personnes. Vous arrivez à l'une de ces tables, et toutes les places sont prises et les gens posent des questions. Ce n'est pas tout le monde qui peut s'asseoir ici, faire ce travail et être bien dans sa peau en le faisant. Il m'a fallu un certain temps pour en arriver là.

Those are some of the challenges we face as an industry as a whole.

The Chair: This has been an interesting conversation.

Thirty-one years ago, we had the cod moratorium introduced in eastern Newfoundland and Labrador. I lived and still live in the community of St. Bride's. We had a population of between 700 and 800 at the time. I'm thinking we're lucky if we have 250 right now. A lot of that is because of the moratorium. A lot of people moved elsewhere. Young people seemed to move away from the industry.

The industry has changed. I had a neighbour three or four doors down from where I lived who had fished for 50 years and sold his fishing licence in 1992 or 1993 — in that time you bought back licences — for \$35,000. That licence today is worth maybe \$2 million; I don't know exactly, but it is worth a hell of a lot more than it was in 1993.

Back then, to get into the fishery, you had a boat and a few nets and \$40 to pay the registration fee or whatever the case may be. You were on the water and in the fishery. I realize a lot of that was grandfathered down over time.

I talked to a lot of people who would, in some way, shape or form, like to get into the fishery. But the debt they would incur to get in there is unmanageable in a lot of cases. It is an industry with ebbs and flows, ups and downs. You're on the boat. I never fished myself, but I know what a good year in the fishery did for our community and what a bad year did.

How do we address the incredible price that an individual would have to pay today to get into that fishery? You talked about the fisheries loans board years ago, and we had it in Newfoundland and Labrador also. Then, you went to buy a fishing enterprise at that time, you went to the fisheries loan board for a loan of \$30,000. That was a big sum at that time. They disbanded, and the banks and companies stepped in. I run into a lot of people who tell me that they would have been out of the fishery but the company backed them up financially. Some go to the bank, but the bank was not necessarily the friendliest lending institution when you have a volatile industry like the fisheries.

I graduated high school in 1980, and half of my class are still in the fisheries today. Most of them went right out of school and into the fisheries. Some of them are doing very well for themselves. Graduating today, it's not even talked about. The Grade 12s are not talking about going into the fishery. They're talking about getting out of the community altogether in a lot of

Voilà quelques-uns des défis que nous devons relever à l'échelle de l'industrie.

Le président : La conversation a été intéressante.

Il y a 31 ans, le moratoire sur la morue a été imposé dans l'est de Terre-Neuve-et-Labrador. J'ai vécu et je vis encore dans la collectivité de St. Bride's. Nous comptons une population de 700 à 800 personnes à l'époque. Je pense que nous sommes chanceux s'il en reste 250 en ce moment. C'est en grande partie en raison du moratoire. Beaucoup de gens sont partis. Les jeunes semblaient s'éloigner de l'industrie.

L'industrie a changé. J'avais un voisin à trois ou quatre maisons de chez moi qui avait pêché pendant 50 ans et qui avait vendu son permis de pêche en 1992 ou 1993 — à l'époque, on rachetait des permis — pour 35 000 \$. Aujourd'hui, ce permis vaut peut-être 2 millions de dollars, je ne sais pas exactement, mais il vaut beaucoup plus qu'en 1993.

À l'époque, pour entrer dans le secteur de la pêche, il fallait un bateau, quelques filets et 40 \$ pour payer les frais d'enregistrement ou je ne sais quoi. Les gens étaient sur l'eau et pêchaient. Je me rends compte qu'une bonne partie de ces droits ont été transférés au fil du temps.

J'ai parlé à beaucoup de gens qui, d'une façon ou d'une autre, aimeraient entrer dans le secteur des pêches. Mais dans bien des cas, il serait impossible pour eux de gérer la dette qu'ils devraient contracter. C'est une industrie qui connaît des hauts et des bas. On est sur le bateau. Je n'ai jamais pêché moi-même, mais je sais ce qu'une bonne année dans le secteur des pêches faisait pour notre collectivité et ce qu'une mauvaise année faisait aussi.

Comment pouvons-nous faire face au prix incroyable qu'une personne devrait payer aujourd'hui pour pêcher? Vous avez parlé de la commission des prêts aux pêcheurs il y a des années, et nous en avons aussi une à Terre-Neuve-et-Labrador. À l'époque, on achetait une entreprise de pêche et on s'adressait à la commission des prêts aux pêcheurs pour un prêt de 30 000 \$. C'était une grosse somme à l'époque. La commission n'existe plus, et les banques et les entreprises ont pris le relais. Je rencontre beaucoup de gens qui me disent qu'ils auraient été exclus de la pêche, mais qu'une entreprise les a appuyés financièrement. Certains s'adressent à la banque, mais la banque n'est pas nécessairement l'institution prêteuse la plus avenante lorsqu'il est question d'une industrie volatile comme le secteur des pêches.

J'ai obtenu mon diplôme d'études secondaires en 1980, et la moitié de ma classe est encore dans le secteur de la pêche aujourd'hui. La plupart d'entre eux sont allés directement de l'école à la pêche. Certains d'entre eux s'en tirent très bien. On n'en parle même pas aujourd'hui. Les jeunes en 12^e année ne parlent pas de devenir pêcheurs. Dans bien des cas, ils

cases. In the K-12 school in my community there are 31 students. It has changed. When I went there, there were several hundred.

I struggle with that. I'm sure that your organization struggles with it too. How do we address that when the first person up to bat to offer funding to you is a company that, in some cases now, is owned by a country different than Canada? I really do not know what the answer is. I am throwing it out there for discussion. It is a big discussion. It is the financial amount but also where to get those finances.

Ms. Sonnenberg: Senator Manning, this has been something that has plagued the federation since its interception, because they go hand-in-hand. Owner-operator means that you have to come up with the money. When you are corporate, you have deep pockets.

We have had this discussion. In our early days we probably talked about it a lot more simply because as we got started, we understood the linkage: If we do not have young entrants, we will not have owner-operators.

The issue is — as this has gone unchecked, which is what our presentation focused on — the need for there to be examples and for there to be hard line enforcement, where we see some of the correction start to make its way into the system, where we have gotten controlling agreements.

We saw even a little shift in some areas when the regulation came in, and people really thought that there was going to be a finite enforcement action. We saw people get out. We actually saw prices come back. It was not dramatic, but we did see prices slide back a little bit on packages, licence packages.

As long as we're competing with the corporations, which is why we talk so much about it — and I know that there are certain segments of the population who do not want to hear this — but the fact of the matter is, as you say, when somebody goes to retire, they do not want to give away their enterprise. I know some people who have stood on principle and have released their package at a price that was more affordable than monies that were offered to them simply because of their commitment to community. Those people are not the majority. I will put it that way. Those people are rare.

Simply by going back to the enforcement piece that Carl and I have spoken about tonight, it starts to make a correction, and from that correction, our hope would be that we could build on it and we could find opportunities to help young people get in.

envisagent de quitter la collectivité. L'école primaire et secondaire de ma collectivité compte 31 élèves. Les choses ont changé. Lorsque je fréquentais cette école, il y en avait plusieurs centaines.

J'ai de la difficulté à m'y faire. Je suis certain que votre organisation est aux prises avec ce genre de problème également. Comment régler ce problème lorsque la première personne à vous offrir du financement est une entreprise qui, dans certains cas, appartient à un pays étranger? Je ne connais vraiment pas la réponse. Je pose la question pour lancer la discussion. C'est une discussion importante. C'est le montant, mais aussi de la façon d'obtenir de tels fonds.

Mme Sonnenberg : Sénateur Manning, c'est un problème qui afflige la fédération depuis sa création, parce que les deux vont de pair. Être propriétaire-exploitant signifie qu'il faut trouver des fonds. Pour ce qui est des sociétés, elles ne manquent pas d'argent.

Nous avons déjà eu cette discussion. Au début, nous en avons probablement parlé de façon beaucoup plus simple parce que, lorsque nous avons commencé, nous comprenions le lien : sans jeunes participants, il n'y aura pas de propriétaires exploitants.

Le problème — car rien n'a encore été fait, et c'était le sujet de notre exposé —, c'est le besoin de donner des exemples et de savoir appliquer la ligne dure, de façon qu'on commence à voir des corrections dans le système, là où il y a eu des ententes de contrôle.

Nous avons même constaté un petit changement dans certains domaines lorsque le règlement a été adopté, et les gens pensaient vraiment que les mesures d'application seraient limitées. Nous avons vu des gens quitter le domaine. En fait, les prix se sont rétablis. Ce n'était pas majeur, mais nous avons vu les prix reculer un peu du côté des troussees, les troussees de permis.

Tant que nous sommes en concurrence avec les sociétés, et c'est pourquoi nous en parlons tant — et je sais que certains segments de la population ne veulent pas entendre cela —, il n'en demeure pas moins, comme vous le dites, que lorsqu'une personne prend sa retraite, elle ne veut pas céder son entreprise. Je connais des gens qui sont restés fidèles à leurs principes et qui ont vendu leur trousse à un prix plus abordable que le montant qui leur a été offert, simplement en raison de leur engagement envers la collectivité. Ces gens ne forment pas la majorité. Je le dirai ainsi. Ces gens sont rares.

Simplement en revenant à la question de l'application de la loi dont M. Allen et moi avons parlé ce soir, on commence à constater une correction de la trajectoire, et à partir de là, nous espérons que nous pourrions en tirer parti et trouver des occasions d'aider les jeunes à entrer dans le domaine.

In 2017-2018 we spent a fair bit of time discussing some of the ways that might happen through social financing and community efforts to get people in where it wasn't happening.

Until we can, with surety, have the regulations enforced as they were intended, and not to bring everybody into compliance by finding more loopholes, but by bringing people into true compliance where we have true owner-operators invested in their operations and, by extension, their communities, I think it is going to be a very difficult discussion, based upon past discussions we've had at the federation. It has to start with that. From there, we can build something. But that is the foundation for the story.

Mr. Allen: I would add to that. You are exactly right. There have always been fish buyers, fish processors. When the banks wouldn't touch you, in most cases there are two types of lenders. There are the good ones and there are the bad ones. My father fished for a good one, Chase's Lobster. Earl Chase, Pugwash, Nova Scotia, turned it over to his son. A small operation. In 1992, he lent my father the entire amount of money to build a boat while my father waited for the provincial loan board to come through, right? It was funny when the cheque came through for the new boat, Dad had already spent a herring season and a half of a lobster season fishing in the new boat, right? Earl was very good that it was 0% interest, and a banker told Dad, "Don't ever lose that banker. He is a good one to have."

Some of these other companies, when you say that they are the first ones to go to, I'm not going to them as getting a long-term loan. They are looking at me as just a pawn, and they will outbid. This is part of the problem, because they are lending the money. This was quite a debate for us, even through the regulation. It was our own members who said, "Well, you can't take away the ability for a fish buyer, a plant or whatever to lend us money. That is a relationship that has existed between both sides of the sector for decades."

In these cases, these are investors who are looking at the long term. So maybe that \$2 million enterprise is actually only worth \$1.5 million, right, but they will give the young fellow \$2 million to get it, to make sure that the independent guy who found the million-and-a-half dollars doesn't ever get it, right, because it is all about control of the resource. It is a modern feudal system. We're coming full circle to how it all started when the merchants controlled it all. You worked all year like a dog. They would give you the supplies and everything that you needed all year long — probably charged you twice what it was worth — and when you tallied up at the end of the year, if you were lucky, you had a few bucks enough to buy a few Christmas

En 2017-2018, nous avons passé pas mal de temps à discuter de certaines des façons dont on pourrait procéder grâce au financement social et aux efforts communautaires pour faire entrer des gens dans des secteurs où ça ne se faisait pas avant.

Tant que nous ne pourrions pas, avec certitude, faire appliquer les règlements comme ils étaient prévus — et non pas pour faciliter la conformité de tous les intervenants en trouvant d'autres échappatoires, mais en forçant les gens à vraiment se conformer, c'est-à-dire en investissant dans leurs activités et, par extension, dans leurs collectivités —, je pense que ce sera une discussion très difficile, compte tenu des discussions que nous avons déjà eues à la fédération. Il faut commencer par là. Par la suite, nous pourrions bâtir quelque chose. Mais c'est là que ça doit commencer.

M. Allen : J'aimerais ajouter quelque chose. Vous avez tout à fait raison. Il y a toujours eu des acheteurs, des transformateurs de poisson. Quand les banques ne veulent rien savoir, dans la plupart des cas, il y a deux types de prêteurs. Il y a les bons et les mauvais. Mon père a pêché pour un bon prêteur, Chase's Lobster. Earl Chase, de Pugwash, en Nouvelle-Écosse, a transféré son entreprise à son fils. Une petite entreprise. En 1992, il a prêté à mon père les fonds nécessaires pour construire un bateau pendant que mon père attendait que la commission provinciale des prêts fournisse l'argent, vous voyez ce que je veux dire? C'était drôle, mais quand le chèque est arrivé pour le nouveau bateau, mon père avait déjà fait une saison de pêche au hareng et la moitié d'une saison de pêche au homard dans son nouveau bateau. M. Chase a été très bon en établissant le taux d'intérêt à 0 %, et un banquier a dit à mon père : « Ne perdez jamais ce banquier. C'est un bon. »

Certaines de ces autres entreprises, vous dites qu'elles sont les premières à qui il faut s'adresser, mais je ne me tournerais pas vers elles pour obtenir un prêt à long terme. Elles me considèrent comme un pion, et elles feront une offre supérieure. C'est en partie le problème, parce qu'elles prêtent de l'argent. C'était tout un débat pour nous, même avec le règlement. Nos propres membres ont dit : « Eh bien, vous ne pouvez pas empêcher un acheteur de poisson, une usine ou qui que ce soit d'autre de nous prêter de l'argent. C'est une relation qui existe entre les deux côtés du secteur depuis des décennies. »

Dans ces cas, ce sont des investisseurs qui voient les choses à long terme. Donc, peut-être que l'entreprise en question de 2 millions de dollars ne vaut en fait que 1,5 million de dollars, vous comprenez? Mais on donnera au jeune 2 millions de dollars pour qu'il l'achète, pour s'assurer que le type indépendant qui a trouvé le million et demi de dollars ne l'obtiendra jamais, parce que c'est une question de contrôle de la ressource au bout du compte. C'est un système féodal moderne. Nous bouclons la boucle et revenons là où tout a commencé, lorsque les commerçants contrôlaient tout. Vous avez travaillé toute l'année comme un chien. Ils vous donnaient les fournitures et tout ce dont vous aviez besoin tout au long de l'année — et ils vous

presents for the kids and enough supplies to get you through the winter. In reality, it's like you said, you know the difference in a good year.

For us, I fished in LFA 25, Lobster Fishing Area 25, in the Northumberland Strait, and 2016 is where we really saw a big bump, in 2016-2017. We'd been doing good the last few years. I don't know if it was 2016 or 2017, one of those years, but some guy I had never met walked up to me at the wharf and shook my hand. He was like, "You had a good year this year, right?" And I was like, "Yeah, it's been a good year." He says, "Oh, it's good. When you guys do good, everybody around you does good." That is because you are buying the new boats, new trucks and fixing up your house. We do not save much of it, unfortunately. Maybe if we did, we would not need as much of it at the end, right?

We breathe life into the community. We need to figure out ways to be able to, like I said, stop some of this activity where they are overinflating the price of the licence, because, for them, it is a long-term investment. They'll have control of that licence forever, in their head. They only need to make just a little bit every year, in the long term, to pay for it, so they will outbid that young fellow coming in, sometimes by 50%. If we can stop some of that and then, in the meantime, put some programs in place, favourable lending programs, for new entrants — When we get them the sweet spot of what those enterprises are really worth, what is justifiable as far as a business plan goes, and we can get them the access, I believe that they are there. I have seen it in my community. I have seen a couple of young fellows buy in because we have a good program now. There is potential. We just have to do some of the hard work in the meantime to get there.

The Chair: I want to thank both of you for your answers. It is one of the things that will not be solved overnight, but hopefully we'll find the mechanism to do it.

I live in a fishing community, and if somebody says to me, "I can sell my license to Joe Blow for \$2.3 million, but I can only get 1.6 over on this end," well, where are you going to sell it to? They are human beings, after fishing their lifetime, who now have an opportunity to get out and enjoy the rest of their lives. You touched on some people who may be community-minded, but when it comes to \$700,000 or \$800,000 in one hand versus

faisaient probablement payer deux fois le prix —, et lorsque vous faisiez le compte à la fin de l'année, si vous aviez de la chance, vous aviez assez d'argent pour acheter quelques cadeaux de Noël aux enfants et suffisamment de fournitures pour passer l'hiver. En réalité, comme vous l'avez dit, on connaît la différence quand l'année a été bonne.

En ce qui nous concerne, j'ai pêché dans la ZPH 25, la zone de pêche du homard 25, dans le détroit de Northumberland, et c'est en 2016 que nous avons constaté une grosse hausse, en 2016-2017. Nous avons fait du bon travail ces dernières années. Je ne sais pas si c'était en 2016 ou en 2017, une des deux, mais un type que je n'avais jamais vu s'est approché de moi au quai et m'a serré la main. Il m'a dit : « Vous avez eu une bonne année cette année, n'est-ce pas? » Et j'ai dit : « Oui, l'année fut bonne. » Il a dit : « Oh, c'est bien. Quand vous avez du succès, tout le monde autour de vous se porte mieux. » C'est parce que vous achetez de nouveaux bateaux, de nouveaux camions et que vous rénovez votre maison. Malheureusement, nous n'économisons pas beaucoup. Si nous le faisons, nous n'aurions peut-être pas besoin d'autant d'argent au bout du compte, n'est-ce pas?

Nous insufflons la vie à la collectivité. Comme je l'ai dit, nous devons trouver des moyens de mettre un terme à certaines des activités qui font gonfler excessivement le prix des permis, parce qu'aux yeux des grandes entreprises, c'est un investissement à long terme. Elles se disent qu'elles vont avoir le contrôle de ce permis pour toujours. Elles n'ont qu'à gagner un petit peu d'argent chaque année, à long terme, pour le payer, alors elles surenchérisent sur le jeune qui commence, parfois de 50 %. Si nous pouvons mettre fin à une partie de ces pratiques et puis, entretemps, mettre en place des programmes de prêts favorables aux nouveaux venus... Lorsque nous leur offrirons les conditions idéales quant à ce que ces entreprises valent réellement et à ce qui est justifiable comme plan d'affaires et que nous pourrions leur procurer l'accès... je crois qu'ils sont là. Je l'ai constaté dans ma collectivité. J'ai vu quelques jeunes gens se rallier à nous parce que nous avons un bon programme, maintenant. Il y a du potentiel. Entretemps, nous devons simplement travailler fort pour y arriver.

Le président : Je vous remercie tous les deux de vos réponses. C'est l'un des problèmes qui ne se régleront pas du jour au lendemain, mais j'espère que nous trouverons le mécanisme qui nous permettra de le faire.

Je vis dans une collectivité de pêcheurs, et, si quelqu'un me dit : « Je peux vendre mon permis à Untel pour 2,3 millions de dollars, mais je ne peux obtenir que 1,6 de ce côté-ci », eh bien, à qui va-t-on le vendre? Ce sont des êtres humains qui, après avoir pêché toute leur vie, ont maintenant la possibilité de sortir et de profiter du reste de leur vie. Vous avez parlé de certaines personnes qui pourraient avoir à cœur le sort de leur collectivité,

the other, community goes out the window pretty quick in a lot of cases.

Ms. Sonnenberg: We are talking about people's retirement, and they have worked a whole lifetime. You can hardly fault them for it, which is the sad predicament we find ourselves in. As long as we have those big dollars out there, this is going to keep going on in perpetuity.

The Chair: I remember meeting with a group of you in my office back a few years ago. There were eight or ten of you who came to visit, and it was a great meeting. We were pretty upbeat regarding the legislation that was being discussed at the time, and your push at those meetings was to get the legislation through, to get it passed and get it enshrined in law.

Over the next couple of months, we saw that happen. I know that you have expressed here tonight and I have heard it from many people that they are very pleased with that piece of legislation.

The purpose that we are here for this evening — again, correct me if I'm wrong — is because the legislation is there on paper, but there does not seem to be anything really happening on it.

In your discussions with the Department of Fisheries and Oceans and whoever you have talked to, what is their answer when you pose that concern, when you raise that question with them. You have had legislation since 2021 and you talk about having teeth and being able to do something. My understanding was that the legislation was the teeth you guys were looking for. So you have got your new set of teeth. How come we ain't chewing?

Ms. Sonnenberg: When we bring it up, we're told that they need time to scale up. I think those are the words they use. I have to say that I cannot really accept it. In 2007, we had PIIFCAF, which is the Policy for Preserving the Independence of the Inshore Fleet in Canada's Atlantic Fisheries. Licence holders were given seven years to come into the policy and be — you cannot say "compliant" in the policy, but you can say "to come in line with" the policy. It is not a law, and therefore "compliance" is not the right word.

We had all that time, and then we moved into the next phase when at the last minute we kindly got support from you folks at the Senate, and it was a big day for us. I think we were more than ecstatic that we had come this far. Then, even through the pandemic, we managed to see the regulations and the team at DFO work really hard to get them across the line.

mais, lorsqu'il est question de 700 000 \$ ou de 800 000 \$ d'un côté par rapport à l'autre, dans bien des cas, la collectivité prend le bord assez rapidement.

Mme Sonnenberg : Il est question de la retraite des gens, et ils ont travaillé toute leur vie. On ne peut pas leur en vouloir; c'est la triste situation dans laquelle nous nous trouvons. Tant et aussi longtemps que ces grosses sommes seront offertes, la situation ne changera pas.

Le président : Je me souviens d'avoir rencontré un groupe de représentants de votre fédération dans mon bureau il y a quelques années. Ils étaient huit ou dix à être venus me rendre visite, et ce fut une formidable rencontre. Nous étions très optimistes au sujet du projet de loi qui était à l'étude à l'époque, et, lors de ces séances, votre fédération a insisté pour qu'il soit adopté et enchâssé dans la loi.

Au cours des mois qui ont suivi, nous avons vu ce souhait se réaliser. Je sais que vous l'avez dit ce soir, et j'ai entendu de nombreuses personnes affirmer qu'elles sont très satisfaites de ce projet de loi.

Si nous sommes ici ce soir — encore une fois, corrigez-moi si je me trompe —, c'est parce que le projet de loi est sur papier, mais qu'il ne semble pas vraiment se passer quoi que ce soit en conséquence.

Dans le cadre de vos discussions avec le ministère des Pêches et des Océans et avec les gens à qui vous avez parlé, quelle est leur réponse lorsque vous leur posez cette question? Vous disposez d'une loi qui est en vigueur depuis 2021, et vous parlez d'avoir du mordant et de pouvoir faire quelque chose. J'avais cru comprendre que le projet de loi avait le mordant que vous recherchiez. Alors, vous avez obtenu vos nouvelles dents. Comment se fait-il qu'il n'y ait pas de conséquences?

Mme Sonnenberg : Lorsque nous soulevons la question, les représentants du ministère nous disent qu'ils ont besoin de temps pour passer à une échelle supérieure. Je pense que c'est l'expression qu'ils utilisent. Je dois dire que je ne peux pas vraiment l'accepter. En 2007, nous avons eu la PIFPCAC, la Politique sur la préservation de l'indépendance de la flottille de pêche côtière dans l'Atlantique canadien. Les titulaires de permis se sont vus accorder sept ans pour intégrer la politique et s'y... on ne peut pas dire « conformer », mais on peut dire « s'aligner sur la politique ». Ce n'est pas une loi et, par conséquent, le mot « conformité » n'est pas le mot juste.

Nous avons eu tout ce temps, puis nous sommes passés à l'étape suivante lorsque, à la dernière minute, les gens du Sénat ont eu la gentillesse de nous fournir leur appui, et ce fut un grand jour pour nous. Je pense que nous étions plus qu'enchantés d'en être arrivés là. Puis, même pendant la pandémie, nous avons réussi à voir le règlement, et l'équipe du MPO a trimé très dur pour le faire adopter.

But all that while, they could have been scaling up. They knew they were coming. There was no reason in the gazette process to see that there were any big show stoppers.

As Carl said, he works in a world where decisions are made in seconds about different things that happen on the water. When you watch this move at this pace, it is frustrating, because every single day this goes on and every single day there is not some action taken by the department to bring this to a close, we are losing ground. When we talk about a strategic food asset, and you talk about a country that owns so much now and continues to invest in and own processing plants, and behind those plants are controlling agreements, where will this leave us?

It is very difficult to sit back when we ask the question and the department then explains to us that they need to scale up. It is just simply unacceptable. I will get myself in a lot of trouble tonight with the department folks, Senator Manning, but that is exactly how it is.

The Chair: You have been there before.

Mr. Allen: We are all friends, Melanie, so let's not worry too much about that.

One of the things we've seen with the nature of the new regulations and the nature of investigations is that, rightfully so, we cannot be tipped details of an ongoing investigation as it is happening, right? We are just waiting for the first example. If they could just make an example of somebody. If at some point they could just come in and get one locked down, where they could say that this is a clear violation of the regulation and we need to do something about this, at least that might send the message out.

Now there's this whole discussion around substitute operators. Right now the department is getting ready to go out and do a round of consultations around substitute operators because there is so much varying policy within the regions, and they want to try to see if they could bring it in line, what will fit in one region to the next. They're trying to put in a provision for parental leave now because that did not exist in the past.

The problem we have is that they are saying that in order to strengthen owner-operator, they're doing a consultation around substitute operator. Our membership is just going to say, "Strengthen owner-operator! You have done nothing yet. Go start with the primary task at hand first, and then we'll address the substitute operator." They are a little backwards here. If they could show us they are doing something, then it will make sense that they're talking about this other thing. How this will be

Mais, pendant tout ce temps, les responsables du ministère auraient pu passer à une échelle supérieure. Ils savaient que la réglementation s'en venait. Il n'y avait aucune raison, dans le cadre du processus relatif à la *Gazette*, de voir qu'il y avait le moindre problème critique.

Comme l'a dit M. Allen, il travaille dans un monde où on prend les décisions en quelques secondes au sujet de diverses choses qui se passent sur l'eau. Quand on regarde la situation évoluer à ce rythme, c'est frustrant parce que, chaque jour qui passe où le ministère ne prend aucune mesure pour y mettre fin, nous perdons du terrain. Lorsqu'il est question d'une ressource alimentaire stratégique, et on parle d'un pays qui possède beaucoup d'usines de transformation et qui continue d'investir dans ces usines et d'en être propriétaire, et que des accords de contrôle se cachent derrière ces usines, où cette situation nous mènera-t-elle?

Il est très difficile de nous contenter de rester les bras croisés lorsque nous posons la question et que le ministère nous explique qu'il doit passer à une échelle supérieure. C'est tout simplement inacceptable. Je vais me faire des ennemis ce soir parmi les gens du ministère, sénateur Manning, mais c'est exactement ainsi.

Le président : Vous êtes déjà passée par là.

M. Allen : Nous sommes tous amis, madame Sonnenberg, alors ne nous inquiétons pas trop à ce sujet.

Une des choses que nous avons observées en ce qui concerne la nature du nouveau règlement et celle des enquêtes, c'est que, à juste titre, nous ne pouvons pas être informés des détails d'une enquête en cours, n'est-ce pas? Nous attendons seulement le premier exemple. Si les autorités pouvaient seulement faire un exemple de quelqu'un. Si, à un moment donné, elles pouvaient tout simplement intervenir et fermer une entreprise, dans une situation où elles pourraient dire qu'il s'agit d'une violation évidente du règlement et qu'il faut faire quelque chose à ce sujet, cela pourrait au moins envoyer le message.

On tient toutes ces discussions sur les exploitants de remplacement. À l'heure actuelle, le ministère se prépare à mener une série de consultations à leur sujet parce qu'il y a beaucoup de politiques différentes dans les régions, et il veut essayer de voir s'il est possible de les harmoniser, ce qui conviendra dans une région et dans une autre. On tente d'intégrer une disposition prévoyant un congé parental, car ces congés n'existaient pas dans le passé.

Notre problème tient au fait qu'on nous dit que, pour renforcer les propriétaires-exploitants, on mène des consultations au sujet des exploitants de remplacement. Nos membres vont simplement dire : « Renforcez les propriétaires-exploitants! Vous n'avez encore rien fait. Commencez par la tâche principale, puis nous aborderons les exploitants de remplacement. » On met la charrue avant les bœufs, en quelque sorte. Si on pouvait nous montrer qu'on fait quelque chose, il serait logique qu'on parle de cette

perceived within the industry is that it's a whole bunch more runaround and stuff to be downloaded onto us.

This industry has evolved so much in so many different ways. When my father started in the sixties, it was a very simple fishery. You got up in the morning, went fishing and hoped you caught something and got paid for it. Now there's a whole level of paperwork and stuff involved in just being a skipper. I have a friend who just got in. His father got out, and his father is not that old. His father just said he was tired of all that side of the business and all the hassle that's being created. I just want to fish, right?

So I think that if the department could at least make some examples. They come in, give us a few numbers and tell us they are doing this. Obviously, again, in their defence, they can't come in and say, "We're investigating Jim, and this is what it looks like." That is not how investigations work. We can agree with that. It's just that we are waiting for that first example to at least show us something. Here we are coming on two years later after the regs themselves.

It's funny, you were talking about — I was in that meeting with you, Senator Manning, and one of the things I will never forget is that you told the story about how your father owned a store in the community you were in. There was a plant that might have been closed for a little while, and it opened back up. There were two ladies walking up to the plant, and you told them, "looks good," and their response was, "feels good." I will never forget that as long as I live. We were so euphoric at the time, and I think some of us probably realized that, really, the work was just beginning.

Bill C-68 is like Churchill, where he says that it is not the beginning of the end, it is just the end of the beginning. There is still so much more work to get this done and get it done right. We have to get there. Otherwise we will wake up one day, and the majority of our fisheries will be controlled by very few, and we'll be back to the merchant system of the 1700s. The worst of it will be that the few independents who are left will be no better off, because if there are no independent plants to sell to and no competition — if it's all a couple of plants — whether or not I own my licence is irrelevant. They will come in and say, "This is what we're offering. Take it or leave it."

Senator Quinn: Thank you. This is such an interesting discussion. You said something very important for me, and that is — I am going to jump into the boat of getting in trouble with

autre chose. Au sein de l'industrie, ces consultations seront perçues comme un tas d'autres tergiversations et de choses que l'on va nous refiler.

Cette industrie a beaucoup évolué et de bien des façons. Lorsque mon père a commencé à pêcher dans les années 1960, la pêche était très simple. On se levait le matin, on allait à la pêche en espérant attraper quelque chose, et on était payé pour ces prises. Maintenant, le simple fait d'être capitaine suppose de s'occuper de nombreuses formalités administratives et de choses du genre. J'ai un ami qui vient de commencer. Son père a quitté le métier, et il n'est pas si vieux. Il a simplement dit qu'il en avait assez de tout cet aspect du secteur d'activité et de toutes les tracasseries qui en découlent. Je veux seulement pêcher, pas vrai?

Alors, je pense que le ministère pourrait au moins montrer des exemples. Ses représentants viennent nous donner quelques chiffres et nous dire qu'ils font cela. Évidemment, encore une fois, à leur décharge, ils ne peuvent pas venir nous dire : « Nous enquêtons sur Jim, et voici à quoi ressemble la situation. » Ce n'est pas ainsi que les enquêtes fonctionnent. Nous nous entendons là-dessus. C'est simplement que nous attendons ce premier exemple pour qu'on nous montre au moins quelque chose. Voilà où nous en sommes, deux ans plus tard, après l'adoption du règlement en soi.

C'est drôle, vous parliez de... J'étais présent lors de cette rencontre avec vous, sénateur Manning, et l'une des choses que je n'oublierai jamais, c'est que vous avez raconté que votre père était propriétaire d'un magasin dans votre collectivité à l'époque. Une usine avait peut-être été fermée pendant un certain temps, mais elle avait repris ses activités. Il y avait deux dames qui marchaient vers l'usine, et vous leur avez dit « ça a l'air bien », et elles ont répondu « ça fait du bien ». Je n'oublierai jamais ce moment tant que je vivrai. Nous étions tellement euphoriques à l'époque, et je pense que certains d'entre nous se sont probablement rendu compte qu'en réalité, le travail ne faisait que commencer.

Le projet de loi C-68 est comme Churchill, quand il dit que ce n'est pas le début de la fin, c'est la fin du début. Il reste encore beaucoup de travail à faire pour bien faire les choses. Nous devons y arriver. Sinon, nous allons nous réveiller un jour, et la majorité de nos pêches seront contrôlées par une poignée, et nous serons revenus au système des marchands des années 1700. Le pire, c'est que les quelques indépendants qui resteront ne s'en porteront pas mieux, car il n'y aura pas d'usines indépendantes à qui vendre ni de concurrence — si ce n'est que deux ou trois usines — le fait qu'ils posséderont leur permis ou non n'aura pas d'importance. On viendra leur dire : « Voici ce que nous offrons. C'est à prendre ou à laisser. »

Le sénateur Quinn : Merci. Cette discussion est vraiment très intéressante. Vous avez dit quelque chose de très important à mes yeux, c'est-à-dire « je vais m'aventurer sur le terrain

the department, I guess — when they used the language that they have got to scale up. One of the problems we have across government is that new policies and new programs come in, but there is a lack of taking into account what it takes to implement that stuff. The reality is that the Department of Fisheries and Oceans would not be any different from any other department. It is not just this file. They probably have a dozen other files where they have got to scale up, so nothing really gets done. It is like that across government. At least, it was when I was there. Somebody may call me up tomorrow and tell me I'm wrong and so out of date, but that is the reality.

I think the work that you folks do is of fundamental importance, and I hope this committee's work will be able to help push the agenda forward. You are representing something that is so important, and yet you are skating up this big, steep hill called the bureaucracy. So I really just want to echo what Senator Deacon said, which is that the work you folks do is so important, and it should never, ever be underestimated. But it is a big push.

At some point — I am not sure if we still do it in our legislative initiatives — there should be a costing put to that. What is required for this operation? How do you operationalize it? That is when people will get serious, because scaling up, in the case of fisheries, probably means another floor at 200 Kent because it is not going to be out in the field.

I just wanted to share that thought with you.

Ms. Sonnenberg: That is exactly it. It will not be out in the field where it matters in local communities. It will be in an office, and that is not where things are happening.

When this study says “issues relating to the management,” I think of my colleague Bonnie Morse who I work with here on Grand Manan Island. She often says that before you introduce something new, maybe you should look to what you introduced back here and see how it worked and whether it was appropriate before you move to something new and scale up for the latest initiative or the latest shiny thing that comes along. There are just so many different parts of this that do not seem very effective in terms of how the management — Carl said it: Ninety-one people run a branch about marine protected areas, and we are running a whole fishery from the industry side with, I am going to venture to say, probably only two thirds of those 91 people in our offices across this country, managing, on any given day, 12 to 24 items that come across. And they are not small things.

glissant de me faire des ennemis au sein du ministère », je suppose... lorsque les représentants ont utilisé l'expression selon laquelle ils doivent passer à une échelle supérieure. L'un des problèmes que nous connaissons partout au gouvernement, c'est qu'on instaure de nouvelles politiques et de nouveaux programmes, mais qu'on ne tient pas compte de ce qu'il faut pour les mettre en œuvre. En réalité, le ministère des Pêches et des Océans ne serait pas différent des autres ministères. Il ne s'agit pas que de ce dossier. Il y en a probablement une douzaine d'autres qu'il faut faire passer à une échelle supérieure, alors rien ne se fait vraiment. C'est ainsi dans l'ensemble du gouvernement. Du moins, c'était le cas lorsque j'y étais. Quelqu'un m'appellera peut-être demain pour me dire que j'ai tort et que je suis complètement dépassé, mais c'est la réalité.

Je pense que le travail que vous faites est d'une importance fondamentale, et j'espère que les travaux du Comité permettront de faire avancer les choses. Vous représentez quelque chose de très important, et, pourtant, vous vous engagez sur cette grande colline abrupte qu'on appelle la bureaucratie. Alors, je veux simplement me faire l'écho de ce que la sénatrice Deacon a dit, à savoir que le travail que vous faites est très important et qu'il ne devrait jamais être sous-estimé. Mais c'est beaucoup d'efforts.

À un moment donné — je ne sais pas si nous le faisons encore dans le cadre de nos initiatives législatives —, il faudrait en évaluer le coût. Que faut-il pour cette exploitation? Comment peut-on l'opérationnaliser? C'est à ce moment-là que les gens deviendront sérieux, parce que, dans le cas des pêches, le passage à une échelle supérieure signifie probablement l'ajout d'un autre étage au 200, rue Kent, car ce ne sera pas dans les régions.

Je voulais simplement vous faire part de cette réflexion.

Mme Sonnenberg : C'est exactement cela. Ce ne sera pas dans les régions, là où c'est important au sein des collectivités locales. Ce sera dans un bureau, et ce n'est pas là que les choses se passent.

Lorsque cette étude parle de « problèmes liés à la gestion », je songe à ma collègue Bonnie Morse, avec qui je travaille ici, sur l'île Grand Manan. Elle dit souvent qu'avant d'instaurer quelque chose de nouveau, on devrait peut-être examiner ce qu'on a instauré ailleurs et voir comment cela a fonctionné et si c'était approprié avant d'adopter quelque chose de nouveau et de passer à une échelle supérieure pour la dernière initiative ou idée brillante venue. Il y a tellement d'éléments distincts de cette situation qui ne semblent pas très efficaces sur le plan de la gestion... M. Allen l'a dit : 91 personnes gèrent une direction responsable des zones de protection marine et que nous gérons toute une pêche du côté de l'industrie avec, j'irais jusqu'à dire que, au cours d'une journée donnée, il n'y a probablement que les deux tiers de ces 91 personnes dans nos bureaux de partout au pays qui gèrent de 12 à 24 dossiers qui se présentent. Et ce ne sont pas de petites choses.

We have to wonder what's being done with our resources inside, all of these things that require scaling up so that we can get better results, which I'm still waiting for, and not so patiently either. I'm not very patient, and I'm well known for it. I have gotten in a lot of trouble. I have and the federation has tried to be reasonable, but it is very frustrating.

I don't know if it's appropriate to applaud your comments, but I agree. It is definitely an issue for us.

The Chair: Thank you to our witnesses. It is a very interesting discussion indeed. I am sure that we didn't think that we would straighten it all out here this evening, but it gives us an opportunity to hear from people who are directly impacted by any decisions and any piece of legislation that we have before us.

We will be hearing from others on this. Hopefully, through that process, it will get some people interested in trying to move it forward and then trying to do something that many of you have hoped for, certainly long before 2021, but the legislation came in in 2021.

I remember back in 2007, Loyola Hearn was the minister at the time when PIIFCAC came in, and everyone seemed to think that that was the way things were going to be solved. Here we are in 2023, and we're still working at it.

We thank you for your time this evening.

(The committee adjourned.)

Nous devons nous demander ce qu'on fait de nos ressources internes, de toutes ces choses qui doivent passer à l'échelle supérieure pour que nous puissions obtenir de meilleurs résultats, que j'attends toujours, et pas aussi patiemment. Je ne suis pas très patiente, et les gens qui me connaissent le savent. J'ai eu beaucoup de problèmes. La fédération et moi-même avons essayé d'être raisonnables, mais c'est très frustrant.

Je ne sais pas s'il convient d'applaudir vos commentaires, mais je suis d'accord. C'est certainement problématique pour nous.

Le président : Je remercie nos témoins. C'est une discussion très intéressante, en effet. Je suis certain que nous ne pensions pas pouvoir tout régler ce soir, mais cette séance nous donne l'occasion d'entendre des gens qui sont directement touchés par les décisions et les mesures législatives soumises à notre étude.

Nous entendrons d'autres témoins à ce sujet. J'espère que, grâce à ce processus, certaines personnes souhaiteront tenter de faire avancer les choses, puis de faire ce que bon nombre d'entre vous espéraient, certainement bien avant 2021, mais la loi est entrée en vigueur cette année-là.

Je me souviens qu'en 2007, Loyola Hearn était le ministre à l'époque où la PIFPCAC a été créée, et tout le monde semblait penser que c'était ainsi que les choses allaient se régler. Nous sommes en 2023, et nous y travaillons encore.

Nous vous remercions du temps que vous nous avez consacré ce soir.

(La séance est levée.)
